

Une lumière s'éteint sur Montréal: le néon géant sera démantelé

Page A 2



Evo Morales inaugure l'ère de «la recherche de la justice sociale»

Page B 1

www.ledevoir.com

# LE DEVOIR

Vol. XCVII N° 176

LE LUNDI 7 AOÛT 2006

88c + TAXES = 1\$

## 15 000 personnes marchent à Montréal pour la paix au Liban



Manifestation d'envergure, hier, dans le centre-ville de Montréal, à l'appel d'une soixantaine d'organisations. Les manifestants, dont une large proportion provenait de la communauté libanaise, ont réclamé d'Israël un cessez-le-feu immédiat et dénoncé la position pro-israélienne d'Ottawa.

PEDRO RUIZ LE DEVOIR

## Charest renonce à attendre Ottawa

Annnonce budgétaire surprise: Québec s'engage à réinvestir seul en éducation postsecondaire

ANTOINE ROBITAILLE

Saint-Augustin-De-Desmaures — Québec estime avoir assez attendu après le gouvernement fédéral: il réinvestira partiellement en éducation postsecondaire dès cette année. En parallèle, il continuera toutefois — comme il l'a fait depuis plus d'un an — à réclamer d'Ottawa qu'il ramène ses transferts en ce domaine au niveau de 1994.

Le premier ministre Jean Charest a fait cette annonce budgétaire surprise hier, lors d'une longue allocution de quelque 35 minutes qui mettait fin au congrès de la Commission jeunesse (CJ) du PLQ, à Saint-Augustin-De-Desmaures. «Comme nous l'avons fait en santé, la décision a été prise de ne pas attendre le gouvernement fédéral. [...] Il y aura un réinvestissement pendant la négociation, mais nous n'attendrons pas un autre palier de gouvernement pour faire ce qui doit être fait», a-t-il déclaré.

On ignore quel montant le gouvernement compte consacrer au remplissage des universités et des collèges, qui crient famine et accumulent les déficits. «Le montant, on le connaît, mais on vous en parlera plus tard», a indiqué le ministre de l'Éducation Jean-Marc Fournier, présent à la conférence de presse qui a suivi le discours de M. Charest. M. Fournier a précisé que Québec n'investira pas le 1,155 milliard \$ qu'il réclame à Ottawa. Toutefois l'argent nouveau permettra de couvrir davantage que la croissance des «coûts de système», soit l'augmentation annuelle automatique des dépenses.

Du reste, le ministre Fournier a été mandaté pour rencontrer au cours de l'automne les «gestionnaires» des collèges et des universités afin de déterminer avec eux les modalités et «quelles priorités on va fixer dans le réinvestissement», a dit M. Charest. L'argent devrait tomber dans les coffres des établissements d'enseignement avant la fin de l'année scolaire, soit en mai ou juin 2007, a annoncé M. Fournier.

Québec affirme avoir dégage une marge de manœuvre grâce à sa «gestion rigoureuse»

## Israël vit sa journée la plus meurtrière

Israël a connu hier sa journée la plus meurtrière depuis le début du conflit avec le Hezbollah. Les tirs de roquettes du Hezbollah ont fait 12 morts du côté de Tshal et tué trois civils à Haïfa, tandis que les bombardements israéliens ont entraîné 17 morts au Liban.

Dans le même temps, Beyrouth a rejeté le projet de résolution franco-américain, présenté samedi au Conseil de sécurité de l'ONU, qui vise à mettre fin au conflit entamé il y a 26 jours.

Le président du parlement libanais, le chiïte Nabih Berri, a notamment estimé qu'en l'état le projet permettait à Israël de rester sur le sol de son pays. Le Liban a donc demandé aux 15 membres du Conseil de sécurité, qui discutent actuellement du projet, d'y rajouter un amendement réclamant le retrait des troupes israéliennes.

VOIR PAGE A 8: ISRAËL

## Grand cri de colère

«Bush assassins, Harper complice»: les manifestants réclament un cessez-le-feu immédiat dans le conflit libanais

LISA-MARIE GERVAIS

Répondant à l'appel lancé par une soixantaine d'organisations, du PLC au Bloc québécois en passant par les trois grandes centrales syndicales du Québec, quelque 15 000 manifestants de toutes allégeances ont marché dans les rues du Plateau Mont-Royal hier après-midi, pour réclamer un cessez-le-feu immédiat dans le conflit qui sévit entre Israël et le Hezbollah. «Bush assassins, Harper complice», ont-ils scandé avec ferveur au moment de mettre en branle le cortège, qui avait eu la patience d'écouter certains discours qui traînaient en longueur sous un soleil cuisant.

Si les revendications étaient demeurées essentiellement les mêmes, le ton avait néanmoins monté

d'un cran. Tandis que Bush, Harper et Blair étaient comparés à des «vois maudits», l'ONU était à son tour taxée d'être complice de ce «massacre». Parmi des centaines de drapeaux du pays du Cèdre et des pancartes montrant des cadavres d'enfants, une femme voilée promenait en poussette une poupée ensanglantée, comme pour rappeler les horreurs vécues par les civils libanais au Proche-Orient. Les cris de protestation des manifestants n'auront jamais perdu de leur virulence au cours de cette marche de trois heures où l'exaspération à l'égard de l'enlisement du conflit — qui a fait près de 1000 victimes civiles au Liban — était palpable.

VOIR PAGE A 8: MANIFESTATION

Liban P.Q.: la chronique de Michel Venne en page A 7

### IRAK



Un père irakien et son enfant tué par une balle perdue à Najaf, dans le nord de l'Irak.

## Bagdad reçoit des renforts américains

Lire nos informations en page B 1  
L'éditorial de Serge Truffaut en page A 6

### INDEX

Annonces	B 6	Météo	B 2
Avis publics	B 2	Monde	B 1
Culture	B 8	Mots croisés	B 2
Décès	B 6	Religions	B 6
Économie	A 5	Sports	B 5
Éditorial	A 6	Sudoku	B 6
Idées	A 7	Télévision	B 7

### L'ENTREVUE

## L'historique diatribe de Louis O'Neill

Des mœurs électorales douteuses de Duplessis à la «timidité» de Boisclair — au sujet du financement des partis politiques

Courageux dénonciateur, il y a 50 ans, des mœurs électorales douteuses du duplessisme, l'ancien ministre péquiste trouve le PQ actuel bien timide sur l'intégrité de la loi québécoise sur le financement des partis politiques, que certains souhaitent modifier en profondeur.

ANTOINE ROBITAILLE

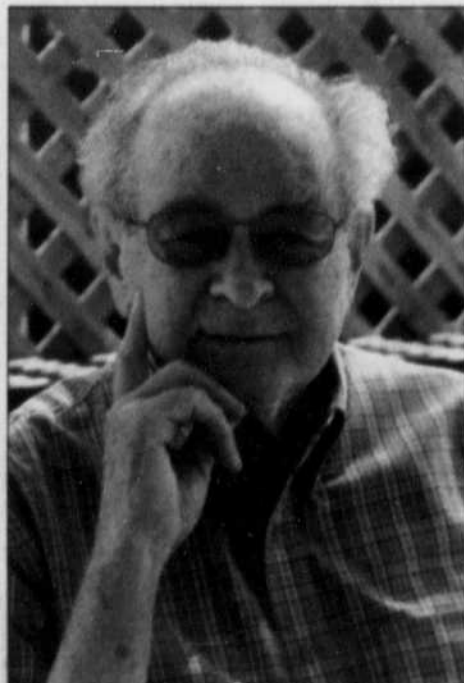
Québec — Il y a un je-ne-sais-quoi d'espiègle dans le sourire de Louis O'Neill lorsqu'il évoque ce qui s'est passé le 7 août 1956. Il y a 50 ans aujourd'hui en effet. Le Devoir publiait un texte ou plutôt une diatribe — considérée comme un des coups de butoir fondateurs de la Révolution tranquille — de «deux théologiens», anonymes, qui s'en prenaient à «l'immoralité politique» au Québec, entre autres à la fraude électorale et à l'utilisation de la foi par le pouvoir, lors des élections du 20 juin 1956. L'Union nationale, jouant à fond la carte de l'anti-communisme, l'avait alors emporté avec 52 % des voix et 70 circonscriptions, contre 20 pour le Parti libéral.

Les auteurs du texte «Lendemain d'élections», c'étaient évidemment le jeune prêtre O'Neill (alors âgé de 31 ans) et le célèbre pionnier des relations industrielles au Québec, l'abbé Gérard Dion (décédé en 1990). Les réactions, considérables, sans précédent, avaient surpris les auteurs: «On n'avait pas prévu ça!», dit Louis

O'Neill en riant. Le fameux texte dénonçait sans fard «une chrétienté où le mensonge [était] érigé en système». Il s'ouvrait sur un constat des plus clairs: «Le déferlement de bêtise et l'immoralité dont le Québec vient d'être témoin ne peuvent laisser indifférent aucun catholique lucide». Plus loin, les abbés faisaient part de leurs découvertes: «On nous a rapporté plusieurs cas où non seulement les électeurs n'ont pas résisté à l'offre de vendre leur vote mais où ils ont offert eux-mêmes spontanément leur suffrage pour de l'argent ou de généreux cadeaux», s'indignaient Dion et O'Neill. C'était l'époque où un électeur avait confié sans réserve à son député: «Je vous admire tellement que j'ai voté cinq fois pour vous», rappelle Louis O'Neill dans ses mémoires (Les trains qui passent, Fides, 2003).

«Lendemain d'élection» était d'abord paru, dûment signé par ses auteurs, peu après le 20 juin 1956, dans une petite revue religieuse intitulée Ad Usam Sacerdotum et diffusée à une somme de 1000 exemplaires. «Pas très sexy comme titre, hein?», rigole encore O'Neill.

VOIR PAGE A 8: O'NEILL



Louis O'Neill, ancien ministre de la Culture sous le gouvernement de René Lévesque.

CLÉMENT ALLARD LE DEVOIR

## • LES ACTUALITÉS •

# Une lumière s'éteint sur Montréal

*Le néon géant Farine Five Roses, fleuron du paysage urbain, sera démantelé*

FRÉDÉRIQUE DOYON

On le croyait éternellement ancré dans le paysage tant il ne pouvait échapper au regard. Visible du pont Champlain lorsqu'on arrivait à Montréal, le néon rouge «Farine Five Roses» qui surplombait l'autoroute Bonaventure s'est éteint il y a 15 jours... et probablement pour de bon.

L'immense structure lettrée ne s'illuminera plus, a appris *Le Devoir*, parce que la minoterie Ogilvie, division du géant Archer Daniels Midlands (ADM), a été vendue récemment à Smuckers, entreprise qui produit les farines Robin Hood. La transaction visant les installations du moulin n'incluant pas la vieille enseigne lumineuse, cette dernière a donc perdu son socle et sa raison d'être.

«Ça ne fait plus partie du moulin; du fait que ça a été vendu, on a éteint l'enseigne et en principe ça va être éteint pour de bon. Il se peut même que ce soit démantelé, a rapporté au *Devoir* une source anonyme de Five Roses. C'est une décision corporative de ADM.»

«C'est sûr qu'il y a question juridique liée à la raison sociale, rétorque Dinu Bumbaru d'Héritage Montréal, mais il y a une partie de l'histoire qui est là-dedans aussi. On ne peut pas détacher l'histoire des deux derniers siècles de la montée des marques de commerce des noms d'entreprise.»

L'édifice actuel de la minoterie date de 1946. À l'époque, il devait être parmi les plus hauts et on y a hissé l'enseigne en 1948, d'abord sous l'appellation «Farine Ogilvie Flour», du nom de la famille qui le gérait. En 1954, le lettrage de 15 pieds de haut a été modifié pour devenir «Farine Five Roses Flour». Cette modification marque la transition entre l'entreprise familiale et la production de masse, période où les compagnies ont voulu personnaliser leurs produits, pour qu'ils se démarquent, en inventant les noms de marques, explique Matthew Soar, professeur au département de Communications de Concordia.



L'immense structure lettrée «Farine Five Roses», qui surplombe l'autoroute Bonaventure, ne s'illuminera plus parce que la minoterie Ogilvie a été vendue récemment à Smuckers, entreprise qui produit les farines Robin Hood.

«Ça explique toute l'histoire des marques et aussi la politique propre au Québec et à Montréal puisqu'ils ont enlevé le mot «Flour» après la Révolution tranquille», note-t-il, déplorant la perte d'un «artefact du patrimoine historique» d'une «grande importance pour Montréal».

Mais l'histoire des meuneries Five Roses remonte bien plus loin encore. Implantées à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle sur les bords du canal Lachine, elles comptent parmi les industries pionnières de Montréal qui ont fait de ce canal l'un des plus imposants pôles hydrauliques et manufacturiers du pays, avec l'aciérie de William

Aitken, la manufacture de coton de Louis-Joseph Forget et l'usine de sucre Redpath. Cette dernière, récemment transformée en lofts luxueux, a d'ailleurs elle aussi perdu son néon lumineux.

#### Les néons au rancart

Même si elles n'apparaissent pas dans les listes officielles du patrimoine en danger et ne font pas l'unanimité du point de vue esthétique, ces lettres en néons géants ont laissé leur empreinte dans le décor visuel de Montréal au fil des décennies.

«Il y a en a qui sont vraiment des chefs-d'œuvre de composition et qui sont devenus de véritables re-

pères dans la ville. [Farine Five Roses], c'est la porte d'entrée de Montréal, relève M. Bumbaru, qui rappelle d'ailleurs que le plan d'urbanisme fait maintes fois référence aux entrées de la ville. «Et on a une ville créative... Qu'on demande à des artistes de faire peut-être une anagramme avec...», propose-t-il en souriant, notant au passage que, contrairement à Las Vegas, la métropole québécoise est loin de compter trop de néons de ce genre.

Au contraire, si on se fie à la tendance des dernières années, on serait tenté de croire que l'empire du néon vacille. En tête de liste, citons la disparition des en-

seignes de la brasserie Black Horse et de l'usine Redpath, qui s'ajoutent à toutes celles des cinémas qui ont fermé leurs portes ces derniers temps.

«C'est aussi un superbe exemple d'enseigne sur les toits», véritable espèce en voie d'extinction, note M. Soar, qui travaille d'ailleurs à un projet sur les questions d'enseignes urbaines ([www.logocities.org](http://www.logocities.org)). En 2005, il sonnait l'alarme pour préserver le néon gothique de l'église Saint-James United, dans la foulée des rénovations majeures qui allaient dévoiler sa façade au grand jour. Héritage Montréal en profitait pour écrire au ministère de la Culture et à la Ville

afin qu'on protège les enseignes, sous toutes leurs formes.

«La question qu'on se pose maintenant, c'est qu'est-ce qu'on va faire de Farine Five Roses?» s'inquiète d'ailleurs René Binet de l'Ecomusée du fier monde, à propos de ce qu'il estime être un «élément du patrimoine industriel marquant du paysage de Montréal».

«D'un point de vue patrimonial, c'est une tragédie qu'ils cessent de l'allumer, mais ce serait encore plus tragique si on ne faisait pas pression sur la compagnie nouvellement propriétaire afin qu'elle préserve l'enseigne pour les générations futures, affirme le professeur, même s'il faut la reconstruire dans le Vieux-Port.» Il renvoie à un exemple similaire, le néon Pepsi arraché du toit de l'entreprise à Long Island City, puis réinstallé près de Gantry Plaza State Park, en face de New York.

«Les Montréalais devraient avoir leur mot à dire dans ce qu'il adviendra de l'enseigne, poursuit-il. Je crois que beaucoup s'identifient à cet emblème, pas seulement pour la nostalgie qui lui est associée, mais parce qu'il fait partie intégrante de la ville. Il peut même aider les gens à trouver leur chemin.»

Ce genre d'enseignes n'a pas la même valeur aux yeux de tous. Un sondage lancé par l'hebdomadaire *Mirror* en 2001 sur «le meilleur de Montréal» reléguait l'enseigne Farine Five Roses dans la catégorie du «plus grand irritant pour l'œil».

Les Montréalais l'ont pourtant désignée, selon un autre sondage paru dans *La Gazette* en 2000, comme le troisième repère urbain le plus important de la ville, après la tour du Stade olympique et le phare de la Place Ville-Marie.

Si le paysage est amputé de cet emblème, il restera toujours la chanson d'Ariane Moffat *Farine Five Roses* à fredonner pour nous rappeler ce monument de blé et de lumière qui dominait jadis la ville.

Le Devoir

## Liquidation Jetta 2006 à 1,9 % On fait ça à quel nom?



Pardonnez notre assurance, mais nous croyons fermement que cette offre comblera toutes vos exigences en matière de voiture et de prix. Ce n'est pas un secret, tout le monde sait que les conducteurs de Jetta ont des critères plus élevés que la moyenne. Ils en veulent toujours plus. Plus de plaisir sur la route. Plus de raffinement. Plus d'équipement de série. Comme un lecteur de CD/MP3 encastré avec système audio à 10 haut-parleurs, un dispositif antipatinage, des freins ABS aux quatre roues, des sièges avant chauffants, pour ne nommer que ceux-là. Et bien entendu, cette exigence hors du commun ne s'assouplit pas au moment de passer à la caisse. Bien au contraire.



Jetta 2006  
à essence

Taux de  
**1,9%**

À la location jusqu'à  
48 mois

À l'achat jusqu'à  
60 mois

Visitez [vw.ca](http://vw.ca) ou appelez au 1 888 ROULE VW pour plus de détails.

Ces offres s'appliquent aux modèles Jetta 2006 à essence neufs en stock. Offres sujettes à l'approbation de crédit de Volkswagen Finance, une division de Crédit VW Canada Inc. Offres en vigueur du 1<sup>er</sup> août au 30 septembre 2006. Chez les concessionnaires Volkswagen participants du Québec seulement. Quantités limitées. Les stocks peuvent varier d'un concessionnaire à l'autre et un échange entre concessionnaires peut donc être requis. Ne s'appliquent qu'aux locations et ventes faites à des particuliers. Tous les détails sur [vw.ca](http://vw.ca) et chez votre concessionnaire.

# POLITIQUE

## L'Afghanistan est devenu le point de mire de milliers de Canadiens

Le cabinet de Stephen Harper reçoit des milliers de lettres et de courriels au sujet du déploiement des Forces canadiennes en Afghanistan

DEAN BEEBY

Ottawa — L'Afghanistan est devenu le point de mire de milliers de Canadiens qui écrivent ou téléphonent au premier ministre fédéral Stephen Harper, comme le montrent des documents qui viennent d'être rendus publics.

Si on en croit le dossier des appels téléphoniques, des lettres et des courriels reçus par le premier ministre lors des quatre mois qui ont suivi son entrée en fonction, le 6 février, la mission militaire du Canada sur le sol afghan pourrait devenir un bourbier politique pour le gouvernement conservateur.

Ainsi, en mai le cabinet de M. Harper a reçu 1453 lettres et courriels au sujet du déploiement des Forces canadiennes en Afghanistan, les deux tiers demandant au gouvernement d'effectuer un retrait et de rapatrier les troupes au pays. Cent quatorze personnes ont exprimé la même opinion par téléphone.

La mission canadienne dans le secteur de Kandahar était de loin la source de préoccupation des personnes ayant contacté le cabinet, ce mois-là, selon une analyse effectuée à l'interne, obtenue en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.

La situation était similaire en avril: 1805 lettres et 422 appels téléphoniques portaient sur des questions relatives à l'Afghanistan.

La plupart des intervenants critiquaient la décision prise par

le gouvernement de ne pas mettre les drapeaux en berne sur la colline parlementaire pour rendre hommage aux soldats tombés au combat, certains faisant également part de leur opposition à la mission militaire elle-même. Près de 200 appels ont affirmé que les représentants des médias ne devraient pas être tenus à l'écart lors du retour au pays des dépouilles de militaires tués en Afghanistan.

### Préoccupation grandissante

La question afghane a été le principal centre d'intérêt des Canadiens qui se sont manifestés auprès du cabinet du premier ministre en avril. Selon l'analyse réalisée par le gouvernement fédéral, l'engagement de plus en plus meurtrier des Forces canadiennes en Afghanistan, où au moins 24 soldats ont perdu la vie, dont cinq lors de la dernière semaine, suscite une préoccupation grandissante.

Quelque 2200 militaires canadiens se trouvent actuellement dans les environs de Kandahar, où la résistance des talibans est de plus en plus vive.

En 2005, alors que Paul Martin était premier ministre, la question de l'Afghanistan était rarement mentionnée par les personnes qui s'adressaient à lui: la principale préoccupation était alors le mariage entre conjoints de même sexe.

Presse canadienne



Un soldat canadien de la force internationale monte la garde devant une échoppe après un attentat suicide, hier, dans la région de Kandahar.

ISMAIL SAMEEM REUTERS

## Les talibans menacent de multiplier les attaques suicides

TERRY PEDWELL

Kandahar, Afghanistan — Les attaques suicides contre les convois militaires dans le sud de l'Afghanistan vont se multiplier, a déclaré hier un responsable taliban, après qu'un autre convoi eut été la cible d'une présumée attaque suicide.

Selon des témoins, un petit camion bourré d'explosifs a sauté tout juste à l'extérieur de la base de Kandahar, où sont stationnés 2000 soldats canadiens. Un soldat de la coalition a été blessé.

Après l'explosion, des soldats canadiens ont été envoyés sur place pour assurer la sécurité.

«Nous allons multiplier les attaques contre l'OTAN, les Canadiens et autres étrangers qui les appuient», a promis Qari Yousaf Ahmadi en entrevue à la Presse Canadienne.

Ces menaces surviennent à la suite des combats intenses avec les rebelles talibans qui ont fait quatre morts et dix blessés parmi les troupes canadiennes jeudi.

Le responsable taliban a ajouté que des volontaires provenant de tout le pays convergeraient vers le sud pour attaquer les non-musulmans. «Le nombre de volontaires pour les attaques suicides augmente, alors il y aura davantage d'attaques», a-t-il ajouté.

Par ailleurs, un soldat britannique a été tué hier lors de combats dans la province de Helmand, à l'ouest de Kandahar, où les troupes de l'OTAN ont entrepris une chasse aux rebelles dans les

montagnes. Selon un communiqué de l'OTAN, le soldat britannique a été tué à Musa Qala, où trois de ses compagnons sont tombés la semaine dernière.

### Autre soldat canadien mort

L'OTAN a déjà perdu neuf soldats, dont cinq canadiens, depuis qu'elle a pris le commandement des opérations militaires dans le sud du pays lundi dernier. Le commandement était assuré auparavant par la coalition militaire dirigée par les États-Unis.

Un autre soldat canadien, le caporal-chef Raymond Arndt, du Loyal Edmonton Regiment, a perdu la vie samedi dans une collision frontale impliquant son véhicule G-Wagon, à environ 35 kilomètres au sud-est de Kandahar. Son corps devrait être rapatrié au Canada au début de la semaine.

Trois autres soldats qui avaient pris place dans le même véhicule ont été blessés, dont deux grièvement qui ont été évacués vers un hôpital en Allemagne.

Enfin, les corps des quatre soldats canadiens morts au combat la semaine dernière dans le sud de l'Afghanistan devaient arriver dimanche soir à la base des Forces armées canadiennes de Trenton, en Ontario.

Le soldat Kevin Dallaire, le sergent Vaughn Ingram, le caporal Bryce James Keller et le caporal Christopher Reid ont été tués jeudi en combattant les talibans.

Presse canadienne

## Reconstruction des bouddhas de Bamiyan ?

Bamiyan, Afghanistan — Cinq ans après la destruction des immenses bouddhas de Bamiyan par les talibans, les Afghans rassemblent les débris des statues dans l'espoir que leur reconstruction permette de redonner vie à toute une vallée plongée dans la pauvreté.

Pour l'heure, la reconstruction des statues n'a toujours pas été décidée, mais l'UNESCO a débloqué 1,3 million de dollars pour recueillir les débris et les mettre à l'abri de la dégradation.

Les deux statues monumentales, sculptées il y a plus de 1500 ans dans une falaise se trouvent sur l'ancienne route de la soie. Elles ont été dynamitées en 2001 par le régime fondamentaliste des talibans, pour qui ces trésors architecturaux rele-

vaient de l'idolâtrie anti-islamique. La magnifique vallée ocre attire encore une poignée de touristes, malgré les neuf heures nécessaires pour parcourir les 130 km de piste qui la séparent de Kaboul. Mais les habitants se souviennent du temps où ils venaient par centaines admirer les statues et contribuer à faire vivre toute la région.

«Nous pouvons changer la vie des habitants qui sont écrasés par la pauvreté si nous reconstruisons au moins un des bouddhas», reconnaît Habiba Sourabi, qui gouverne la province de Bamiyan.

Pourtant, cette reconstruction qui coûterait environ 25 millions d'euros pour chacune des deux statues, n'est toujours pas décidée.

Associated Press

## L'OTAN dispose d'une « stratégie gagnante » selon le commandant de la force internationale

Le général David Richards explique qu'il faut assurer une sécurité suffisante dans le Sud pour susciter ensuite l'aide au développement, qui a assez peu touché cette région jusqu'à aujourd'hui

Kaboul — Les forces de l'OTAN en Afghanistan ont perdu neuf des leurs depuis que l'organisation a pris la direction des opérations militaires dans le Sud lundi dernier, mais leur commandant assure qu'il a toujours l'initiative et dispose d'une stratégie gagnante.

«Nous avons eu une semaine difficile», a reconnu hier à Kaboul le général David Richards, le commandant de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) en Afghanistan, commandée par l'OTAN.

Mais, selon le général Richards, il faut «mettre en perspective» les combats de cette semaine, qui ont coûté la vie à quatre soldats britanniques dans la province de Helmand, dont un dimanche, et à quatre soldats canadiens dans celle voisine de Kandahar. Un Canadien est mort vendredi dans un accident de la circulation.

«L'OTAN va continuer à [aider les populations] et, en ce qui concerne un éventuel changement de tactique, nous avons de nombreux très bons plans innovants et il nous faudra environ un mois pour nous mettre en place et ensuite vous verrez d'importants changements», a-t-il promis.

Le général Richards voit deux signes encourageants dans les événements de la semaine. «Bien que je ne veuille pas me lancer dans un comptage des corps, du style de ce qui se faisait au Vietnam, un tas de rebelles ont été tués, blessés ou capturés», a-t-il affirmé.

Il insiste également sur le fait que les Canadiens tués près du village de Pashmul, jeudi, opéraient dans la zone à la demande

de la population locale, que les rebelles empêchaient de livrer son raisin, au risque de lui faire perdre la récolte.

### Assurer le sort matériel des habitants

«Les forces de l'ISAF prennent l'initiative contre les rebelles», a souligné le commandant Toby Jackman, porte-parole de l'ISAF à Kaboul, citant notamment une opération d'envergure lancée dimanche dans le district de Musa Qala, dans l'Helmand, où les affrontements avec les rebelles ont déjà été fréquents et violents.

Ces rebelles ne sont d'ailleurs pas seulement des talibans mais aussi des narco-trafiquants ou d'autres criminels, qui sont dérangés par la présence de troupes de l'OTAN, deux fois plus nombreuses que celles dont disposait la coalition sous commandement américain.

Les actions de l'ISAF montrent «que l'ISAF ne se laissera pas intimider», a-t-il affirmé.

L'idée principale de l'OTAN est d'assurer une sécurité suffisante dans le Sud pour susciter ensuite l'aide au développement, qui a assez peu touché cette région jusque-là. L'ISAF travaille actuellement à un concept de «zones de développement» aux contours encore assez flous.

Ce concept consisterait à améliorer le sort matériel des habitants dans des zones d'où les rebelles auront préalablement été chassés. Ces zones serviraient ensuite d'exemples pour convaincre les indécis parmi les habitants de soutenir l'ISAF et le gouvernement, afin qu'ils profitent à leur tour de l'aide internationale. Le général Richards s'est

donné jusqu'à novembre pour constater les premiers résultats positifs de cette stratégie.

### Les opinions publiques

Restent les opinions publiques des pays engagés dans le Sud, principalement la Grande-Bretagne, le Canada et les Pays-Bas. Un sondage publié le 20 juillet montre que seuls 39 % des Canadiens soutiennent la mission de leur pays en Afghanistan, contre 55 % en mars. En outre, 41 % des personnes interrogées récla-

ment le retour au pays des troupes canadiennes.

Mais Mark Laity, porte-parole civil de l'OTAN, reste convaincu que l'ISAF continuera d'avoir le soutien nécessaire. «Le soutien dont l'OTAN dispose partout repose sur une compréhension très claire de la mission et, tant que les gens comprennent la mission, je pense que les pays membres de l'OTAN vont maintenir leur soutien», a-t-il déclaré.

Agence France-Presse

ROLEX

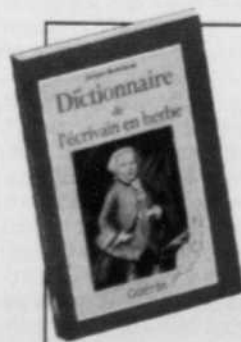
OYSTER PERPETUAL DATEJUST  
AGIET ET OR JAUNE



Bijouterie  
Gambard

Vente et service technique

430 A RUE CATHCART, CENTRE-VILLE MONTRÉAL (514) 866-3876



Jacques BEAUCHESE

## DICIONNAIRE DE L'ÉCRIVAIN EN HERBE

Dédié aux tout-petits et aux plus âgés qui sont tentés par l'appel de l'écriture.

192 pages - 12,95\$

GUÉRIN, éditeur Inc.  
(514) 842-3481

En vente dans toutes les librairies

Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

## • LES ACTUALITÉS •

# Outgames : l'heure est aux bilans

Si les organisateurs se disent très satisfaits du taux de participation, les hôteliers déplorent un faible achalandage

LISA-MARIE GERVAIS

L'heure du bilan a sonné pour les organisateurs qui se disent plus que satisfaits du déroulement des Jeux gays à Montréal. Premiers de leur lignée dite «out», après 11 jours d'activités, de festivités et de compétitions ayant réuni 12 000 participants de 111 pays, les Outgames mondiaux de Montréal passeront-ils à l'histoire?

En tout, près d'un demi-million de spectateurs auraient assisté à différents événements, incluant non seulement les compétitions sportives mais aussi les cérémonies d'ouverture et de clôture, les activités culturelles, la Conférence internationale sur les droits humains et l'ensemble des soirées thématiques, a précisé la directrice générale des Outgames, Louise Roy lors d'un point de presse. Pourtant, durant toute la durée des compétitions, les médias n'ont cessé de manifester leur étonnement devant des gradins presque vides et l'impopularité de certains événements — notamment la danse sportive pour ne pas la nommer.

Au moment d'aller chercher les deux médailles qu'ils venaient gagner en natation des mains d'une bénévole, sans tambour ni trompette et encore moins de podium et d'hymne national, Derek Billsman s'est dit un peu déçu du déroulement des

événements. «Je pensais que ce serait un peu plus gros que ça, a souligné ce nageur de Toronto. Mais je sais que logistiquement parlant, c'était impossible.»

Vérifications faites sur les lieux de différentes compétitions, Le Devoir avait rapporté la semaine dernière qu'effectivement, plusieurs spectateurs avaient critiqué les maigres assistances des Jeux en montrant du doigt «l'éparpillement» des sites sportifs et le prix d'entrée élevé de certains événements.

Une critique à laquelle ont répondu les organisateurs et les athlètes vedettes à la manière du bon vieux credo «l'important n'est pas de gagner mais de participer»: «Notre mot d'ordre, c'est que nous jouons pour vrai. Les athlètes qui sont venus du monde entier ont véritablement permis de relever la qualité de l'événement, pas seulement en donnant le meilleur d'eux-mêmes, mais dans la façon de participer», a insisté Mark Tewksbury, l'ancien nageur olympique canadien et coprésident des Outgames.

## Hôtels et tours de ville déserts

Les hôteliers qui pressentaient un certain ralentissement de leurs activités ont vu leurs craintes s'avérer: la majorité des chambres que des grands hôtels de Montréal avaient réservées à la demande de Tourisme Mont-

réal n'ont pas trouvé preneurs. «Ça ne reflète pas du tout à l'achalandage auquel on s'attendait», a indiqué Katia Bouchard, des communications à l'Hôtel Hyatt Regency. Elle a ajouté qu'il faudra attendre la sortie des bilans des hôtels pour calculer l'ampleur des pertes.

Le taux d'occupation a été de 76,17 % pour le mois de juillet comparativement à 81,38 % l'an passé pour la même période. Mais ces chiffres ne tiennent pas compte des cinq premiers jours du mois d'août durant lesquels les Outgames se déroulaient toujours. Pour William E. Brown, vice-président exécutif de l'Association des hôtels du grand Montréal, la situation, qu'il ne juge pas si dramatique, s'explique par différents facteurs. «Plusieurs participants aux Outgames ont réservé directement par Internet», a-t-il indiqué. Selon lui, beaucoup d'athlètes se seraient logés chez des connaissances ou des amis.

En raison d'un manque de curieux, la compagnie Jonview, qui vendait des tours de la ville — tels «Montréal, ville arc-en-ciel» ou «Sex and the city», un tour sur le Red light et le monde underground du sexe montréalais —, a dû annuler plusieurs de ses visites. Sur les quatre circuits offerts, choisis parmi une vingtaine au départ, pendant toute la durée des Out-



Des dizaines de milliers de personnes ont envahi les environs du parc Émilie-Gamelin, à l'entrée du Village gai hier, à l'occasion de la dernière journée de festivités de Divers/Cité et des Outgames de Montréal.

games, un bon nombre ont été annulés en raison du manque de participants.

Mis à part le spectacle de clôture qui, malgré tous les efforts, s'est déroulé devant dans un Stade olympique si grand qu'il don-

nait l'impression qu'il n'y avait pas d'assistance, les spectacles et «partys» ont eu la cote auprès des participants et des spectateurs des Outgames. «Je suis très satisfait», a dit Daniel Laviolette, lors de la Grande danse organi-

sée hier par Divers/Cité, qui se tenait à côté de la Grande bibliothèque «J'ai adoré l'ambiance, et surtout les partys!» a-t-il lancé avec un grand sourire.

Le Devoir

## Visite guidée d'Héritage Montréal

# Un premier village gai a déjà prospéré dans l'ouest du centre-ville de Montréal

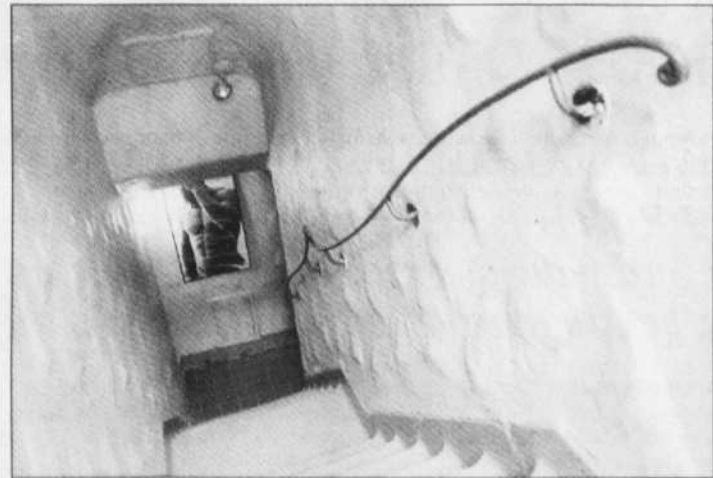
BRIGITTE SAINT-PIERRE

Avant de faire des environs du métro Beaudry son point de ralliement à la fin des années 70, c'est dans l'ouest du centre-ville de Montréal que la communauté gaie se réunissait.

Dans les années 30 et 40, des homosexuels prenaient part à des fêtes privées organisées dans de vastes demeures, comme celles qu'on trouve rue Baile, une petite rue au nord de René-Lévesque, entre les rues du Fort et Saint-Mathieu, à l'ouest de la rue Guy.

La présence d'une communauté gaie à Montréal remonte aux années 1870-1880, alors que des homosexuels se retrouvaient au Champ-de-Mars et à l'Île-Sainte-Hélène. Des gais ont aussi plus tard fréquenté le Red Light montréalais, notamment des bars du boulevard Saint-Laurent. «On peut émettre l'hypothèse que les gais ont ensuite choisi d'aller dans l'ouest du centre-ville pour se dissocier du crime organisé», mentionne Daniel Joseph Chapdelaine, guide du tour d'Héritage Montréal intitulé «Un premier Village à l'ombre des gratte-ciels», qui a eu lieu hier et le samedi 29 juillet. Quelque 120 personnes ont participé à ce tour le 29 juillet ou hier matin et deux autres groupes devaient effectuer la visite plus tard dans la journée d'hier. Les participants étaient surtout des Montréalais, mais quelques étrangers à Montréal pour les Outgames ont aussi pris part à ces visites.

Dans les années 50 et 60, les gais montréalais ont fait des bars d'hôtels leurs lieux de prédilection. Le plus célèbre était celui de l'ancien hôtel Sheraton, dans l'édifice des actuels Cours Mont-Royal, entre les rues Metcalfe et Peel au nord de la rue Sainte-Catherine Ouest. «Pour se reconnaître, les gais québécois et franco-



Le petit bar Le Mystique, rue Stanley, existe toujours.

phones se parlaient au féminin, d'où les expressions «ma chère» et «ma grande». Ils féminisaient aussi leur prénom. Jean devenait Jeanne et Marcel, Marcella», raconte M. Chapdelaine. «Les gais originaires des États-Unis en visite à Montréal restaient pour leur part debout devant le bar au lieu de s'asseoir. C'était un code qui permettait de les identifier», poursuit-il.

## Les ruelles

Dans les années 70, des gais ont commencé à investir les ruelles du quartier, comme celle qui se trouve entre les rues Baile et Tupper. La ruelle, bordée d'arbres et qui semble aujourd'hui bien paisible, était à l'époque fort animée. «Il y avait un côté clandestin. Les gais n'étaient pas trop vus, du moins pas de la police», mentionne M. Chapdelaine. Un problème de prostitution a toutefois commencé à se développer et des riverains se sont mis à se plaindre.

## La rue Crescent abritait un des premiers saunas gais de Montréal

«Je connais quelqu'un qui habitait dans le secteur. Il m'a amené ici et il m'a montré qu'un résident avait installé une lumière qui s'allumait quand quelqu'un bougeait, grâce à un détecteur de mouvement. C'était la première fois que je voyais cela. Il m'a dit que la communauté gaie avait contribué à l'évolution technologique», raconte avec humour Jean-Yves Bourdages, également bénévole à Héritage Montréal. «Il y avait beaucoup de drague sur la rue Tupper», mentionne par ailleurs M. Bourdages. Le square Dorchester était aussi un lieu où se rencontraient les gais. Contrairement aux parcs, ils pouvaient s'y trouver après 23h.

Le premier bar gai à Montréal, le bar Apollon, a ouvert ses portes au début des années 70 rue Guy. L'endroit a fini par être victime de répression. En prévision des Jeux olympiques, le maire de Montréal de l'époque, Jean Drapeau, aurait cherché à «faire le ménage» dans la ville, mentionne M. Chapdelaine, un urbaniste qui sera également guide pour des tours d'Héritage Montréal sur d'autres thèmes en août, septembre ou octobre. Des policiers ont fait des descentes dans le bar et les clients se sont mis à le désert. Au bout d'un moment, l'Apollon a dû fermer ses portes. À l'endroit où il était érigé se trouve maintenant un terrain vague. L'Université Concordia devrait y construire un édifice.

## La rue Crescent

Si la rue Crescent à Montréal est aujourd'hui l'endroit où se déroulent le Festival du Grand Prix du Canada et un festival de motos, c'est aussi le lieu où se trouvait un des premiers saunas gais. L'Aquarius avait pignon sur rue au 1383 Crescent. Le 4 février 1975, des policiers, armés de mitraillettes, ont fait une descente dans ce sauna. Trente hommes ont été arrêtés, sous prétexte qu'ils se trouvaient dans une maison de dé-

bauche. «Un monsieur qui a participé à une visite du premier village gai m'a dit qu'il était à l'intérieur du sauna lors de la descente», mentionne M. Chapdelaine. Le 14 avril de la même année, l'établissement fut la proie des flammes.

Des lesbiennes fréquentaient pour leur part dans les années 70 un bar tenu par Mme Arthur, rue Bishop. Marie-Claire Blais a peint l'ambiance de ce bar dans le roman *Les nuits de l'underground*, mentionnent M. Chapdelaine et Bourdages. Des lesbiennes avaient acheté des maisons sur cette rue et rêvaient d'en faire leur quartier. Le projet a été abandonné par la suite. Si ces établissements appartiennent désormais au passé, le petit bar Le Mystique, rue Stanley, existe toujours. «C'est le plus vieux bar gai à Montréal», dit M. Chapdelaine. À la suite d'une descente dans ce bar et dans un autre bar du quartier en 1977, de 1800 à 2000 personnes ont manifesté le lendemain pour dénoncer la répression contre les bars gais. En décembre 1977, le gouvernement du Québec ajoutait à sa Charte des droits et libertés l'orientation sexuelle comme motif de discrimination. Un autre établissement gai a toujours pignon sur rue dans le secteur. Il s'agit du bar La station, anciennement l'Agora, rue MacKay. «La clientèle de ce bar ne veut pas être associée à ceux de Village. Il n'y a pas de shows de drag queens ici et on ne voit pas d'hommes très musclés, bronzés et épilés», mentionne M. Chapdelaine. Ces deux bars sont les dernières manifestations visibles de la présence gaie dans l'ouest du centre-ville de Montréal. Le quartier a néanmoins déjà été reconnu comme un quartier gai.

«Des cartes étaient même réalisées pour les touristes gais des États-Unis. Les noms des lieux étaient toutefois changés. Le square Dorchester était rebaptisé square Villoy, la rue Peel, Elm et la rue Stanley, Maple», raconte M. Chapdelaine. À la fin des années 70, des commerçants du quartier ont choisi de déménager leurs pénates dans le village gai actuel, un peu au nord et au sud de la rue Sainte-Catherine Est, entre Berri et Papineau. «Ils ont déménagé pour des raisons économiques. Les locaux n'étaient pas chers et il y avait là d'anciens cabarets qui pouvaient être facilement transformés en bars», dit M. Chapdelaine.

Héritage Montréal organisait également pour les premiers Outgames mondiaux un tour du Village gai actuel. La compagnie Jonview proposait aussi des tours sur le thème de la communauté gaie montréalaise. Selon M. Chapdelaine, le Village gai montréalais serait le plus grand quartier gai au monde. D'après les organisateurs des premiers Outgames mondiaux, c'est, à tout le moins, l'un des plus importants du monde.

Le Devoir

# Sida: Toronto attend 24 000 congressistes

Toronto — Quelque 24 000 personnes combattant le sida — chercheurs, médecins et infirmières, défenseurs des droits de la personne, politiciens, philanthropes et célébrités — se rassembleront à Toronto, du 13 au 18 août, à l'occasion du 16<sup>e</sup> Congrès international sur le sida. Cette conférence désormais biennale, dont la première édition a eu lieu il y a 21 ans, sera la plus importante du genre jamais organisée.

«Il s'agit d'une conférence où il y aura de tout pour tout le monde», a affirmé le Dr Mark Wainberg, directeur du Centre du sida de l'université McGill, à Montréal, et coprésident de l'événement.

«Vous avez des activistes, vous avez des gens des communautés, des médecins, des spécialistes à la recherche de vaccins et d'autres moyens de base afin de tenter d'envoyer l'épi-

démie», a-t-il ajouté. «Je dirais que nous sommes tous unis par notre volonté d'éliminer le sida.»

Au nombre de ceux qui prendront part au congrès, qui coûtera 20 millions de dollars à organiser et rapportera 22 millions de dollars à Toronto en matière de retombées touristiques, figurent des sommités telles que le Canadien Stephen Lewis, envoyé spécial des Nations unies pour le VIH/sida en Afrique, l'ancien président américain Bill Clinton, les philanthropes Bill et Melinda Gates, Peter Piot, directeur d'UNAIDS, programme des Nations unies pour la lutte contre le VIH et le sida, ainsi que les comédiens Richard Gere, Sandra Oh et Olympia Dukakis. Des milliers de scientifiques du monde entier présenteront leurs travaux.

Presse canadienne

# L'Éthiopie sous les eaux: au moins 191 morts

ABRAHAM FISSEHA

Addis Abeba — Au moins 191 personnes ont été tuées et des milliers d'autres déplacées en raison des inondations provoquées par des pluies torrentielles dans la nuit de samedi à dimanche dans l'est de l'Éthiopie, qui ont également causé d'importants dégâts, selon un dernier bilan.

Parmi ces personnes décédées, «39 étaient des enfants de moins de sept ans», a précisé le porte-parole de la police.

«Nous avons recensé de 2 000 à 3 000 déplacés. Avec le Comité international de la Croix-Rouge et des organisations gouvernementales éthiopiennes, nous essayons de fournir des abris et du soutien aux déplacés tout en poursuivant les recherches pour retrouver d'éventuels survivants et d'autres corps», avait précisé à l'AFP un peu plus tôt Benjamin Fikru, un haut responsable de la police locale.

Kefelwe Alemu, responsable local de la Croix-Rouge, a quant à lui qualifié la situation d'«énorme catastrophe».

Ces inondations ont été provoquées par le débordement hier d'une rivière à Dire Dawa (environ 500 km à l'est d'Addis Abeba) à la suite de pluies torrentielles qui ont duré plus d'une heure et demie, selon Belete Ayalew, un témoin. La saison des pluies va de juin à septembre en Éthiopie.

Selon des témoins, ces inondations ont également détruit une centaine de maisons, un marché et des boutiques dans la ville et les environs de Dire Dawa. Des animaux et des voitures ont également été emportés par les flots. Les victimes de ces inondations sont en majorité des femmes et des enfants surpris dans leur sommeil par la catastrophe, selon ces témoins.

En 2005, des inondations semblables avaient fait au moins 200 morts et plus de 260 000 personnes déplacées dans la même région. Le sud et le sud-est de l'Éthiopie sont frappés depuis plusieurs mois par une grave sécheresse qui menace au moins 1,7 million de personnes.

Agence France-Presse

## EN BREF

### Retour de la Camaro

Detroit — La société General Motors aurait l'intention de relancer la production de la Chevrolet Camaro, dont l'abandon, en 2002, en même temps que celle de la Firebird, avait entraîné la fermeture de l'usine de GM à Boisbriand, au nord de Montréal. Selon le *Detroit Free Press*, qui cite un rapport récemment rendu public, le président-directeur général de GM, Rick Wagoner, devrait annoncer le retour de cette voiture dans un discours qu'il prononcera jeudi dans le cadre d'une conférence à Traverse City, au Michigan. La production de Chevrolet Camaro pourrait reprendre dès 2008. — AP

### Prix du cuivre

Toronto — Tandis que le prix du cuivre atteint déjà des niveaux records, la grève possible à l'importante mine Escondida, de BHP Billiton, au Chili et des problèmes dans plusieurs autres mines pourraient se répercuter encore sur le prix, parce que même des perturbations de courte durée pourraient réduire les réserves. Les prix du cuivre, du zinc, du nickel et d'autres métaux de base ont augmenté à cause de l'explosion de la demande en Chine et en Inde. La semaine dernière, les travailleurs de la mine Escondida, la plus importante mine contrôlée par le secteur privé au Chili, ont rejeté l'offre patronale pour une nouvelle convention collective et voté en faveur de la grève. — PC

Resultats des tirages du: 2006-08-05

649	02 13 19	40	08 22 34	16				
	25 30 32	compt.	42 44 45	compt.				
GAGNANTS		LOTS		GAGNANTS		LOTS		
6/6	0	21 527 427,00 \$	6/6	0	1 000 000,00 \$	5/6+	0	50 000,00 \$
5/6+	4	135 855,70 \$	5/6	11	500,00 \$	5/6	11	500,00 \$
5/6	251	1 788,50 \$	4/6	1 013	50,00 \$	4/6	1 013	50,00 \$
4/6	13 464	63,10 \$	3/6	19 453	5,00 \$	3/6	19 453	5,00 \$
3/6	245 910	10,00 \$	Ventes totales	609 068,00 \$		Extra 4733326		500 000 \$*
2/6+	153 070	5,00 \$	Ventes totales		26 968 692 \$	Prochain gros lot (approx.):		32 000 000 \$

Resultats des tirages du: 2006-08-04

03 13 38	24	7/7	0	10 000 000,00 \$				
40 41 43 44	compt.	6/7+	3	61 823,00 \$				
GAGNANTS		LOTS		GAGNANTS		LOTS		
6/7	95	1 952,30 \$	5/7	5 936	106,20 \$	4/7	128 991	10,00 \$
5/7	5 936	106,20 \$	3/7+	118 954	10,00 \$	3/7	1 076 576	Participation gratuite
4/7	128 991	10,00 \$	Ventes totales		12 000 000 \$	Prochain gros lot (approx.):		15 906 118 \$
3/7+	118 954	10,00 \$	Ventes totales		26 968 692 \$	Prochain gros lot (approx.):		32 000 000 \$

\*décomposable dans les deux sens

NOUVEAU! 5,6 MILLIONS EN LOTS AU TOTAL

En cas de dispute entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

# ÉCONOMIE

## Comment éliminer le stress à Shanghai?

«50 % des cols blancs ont des problèmes psychologiques»

JULIE DESNE

Shanghai — Venu du sud de la Chine à Shanghai il y a deux ans, Chen Jun pensait avoir trouvé un nouveau filon lucratif: combattre le stress des cadres de la capitale financière chinoise avec une bonne paire de claques.

«Nous proposons aux gens de pouvoir libérer leur stress en insultant ou en battant quelqu'un», résume ce jeune homme de 27 ans à la voix enjôleuse de présentateur télé.

Le principe est donc simple. Moyennant finances, les jeunes cadres de Shanghai sont invités à se défouler en dehors de leur travail. Pour 120 yuans (15 dollars), les femmes peuvent en venir aux mains, en donnant une claque à l'un des cobayes de Wantong, la société créée en mars dernier par Chen Jun et son associé Zhang Li. Quant aux hommes, ils doivent se contenter d'insulter les victimes volontaires, au prix de 100 yuans (12,5 dollars) les 10 minutes.

Les autorités chinoises ne l'ont toutefois pas entendu de cette façon. La municipalité de Shanghai a retiré sa licence d'exercice à Chen Jun, en raison des atteintes physiques sur les personnes, selon les explications du jeune patron.

Ce comédien de formation, ulcéré par cette décision, n'en démord pas: la niche est rêvée. «Nous ne savons pas encore quand nous pourrions reprendre, mais j'espère bien proposer de nouveaux services d'ici quelques semaines», explique-t-il. Et ce, malgré un succès très relatif de l'activité les premiers jours.

Mais, ce qui est sûr, c'est que l'entrepreneur originaire du Guizhou a mis le doigt sur un créneau encore très peu exploité, dans une ville où les cadres sont soumis à un environnement de plus en plus concurrentiel. Les 10 % de croissance durant la dernière décennie n'ont cessé d'attirer les éléments les plus brillants de toute la Chine.

Le dynamisme du centre économique et financier chinois motive-t-il les yuppies ou les entraîne-t-il vers la dépression? Une enquête de la société chinoise Kerui montre que les managers de Shanghai s'estiment davantage sous pression que ceux des autres grands centres urbains, à hauteur de 78 %, contre 53 % à Pékin et 47 % à Canton.

La docteure Zheng Anlin, de l'hôpital de Huadong à Shanghai, juge la situation également délicate: «50 % des cols blancs ont des problèmes psychologiques mais seuls 5 % d'entre eux décident d'aller consulter des spécialistes», estime-t-elle.

Pourtant, ce mal-être naissant de la classe moyenne ne figure pas encore au rang des priorités des entreprises. Très peu d'études ont été menées par les grands groupes ou les cabinets de conseil sur le sujet.

«Le vrai problème est que les entreprises n'arrivent pas à recruter assez vite, par rapport à leurs besoins, ce qui engendre naturellement une pression. Mais je parlerai davantage de suractivité que de stress», explique Alexandre Morin, directeur de la CEGOS en Chine, cabinet spécialisé dans les ressources humaines et la formation professionnelle.

Les compagnies recrutent en masse et l'organisation de la force de travail nécessite du temps que l'économie shanghaienne n'a pas encore le luxe de s'offrir. Les cadres sous pression devront tenir encore un peu et éventuellement se défouler avec Chen Jun.

Agence France-Presse



RICHARD CHUNG REUTERS

Une enquête de la société chinoise Kerui montre que les managers de Shanghai s'estiment davantage sous pression que ceux des autres grands centres urbains.



Eric Desrosiers

Notre journaliste et chroniqueur Eric Desrosiers est présentement en vacances. Il sera de retour dans cette colonne Perspectives dès le 21 août.



ILAN GARZONE AGENCE FRANCE-PRESSE

Freiamt, une ville touristique et agricole à 25 km au nord de Fribourg. La petite ville allemande fait feu de tout bois depuis quelques années dans le domaine des énergies renouvelables: panneaux solaires pour la chaleur, panneaux photovoltaïques pour la production de courant, copeaux de bois pour le chauffage, moulin, éoliennes et biomasse.

## Pis de vaches et éoliennes pour chauffer sa demeure

La petite ville allemande de Freiamt rivalise en débrouillardise pour s'alimenter en énergie

JUTTA HARTLIEB

Freiamt, Allemagne — Hannelore Reinbold-Mench, le maire de Freiamt, en Forêt Noire, est fière de l'engagement de ses 4 300 administrés pour les énergies renouvelables: «nous produisons 13 millions de kw/h par an, plus que nos propres besoins», déclare-t-elle à des journalistes après une visite de terrain.

Dans cette ville touristique et agricole à 25 km au nord de Fribourg, un agriculteur, Walter Schneider, utilise la chaleur du lait sortant du pis des vaches pour chauffer l'eau de sa douche. Son voisin a installé un toit photovoltaïque sur sa grange. Avec son installation au biogaz, Gerhard Reinbold chauffe sa ferme mais aussi ses voisins, dont un club de sport.

Et sur les hauteurs de cette cité touristique tournent quatre éoliennes. Chacune produit près de trois millions de kw/h, de quoi approvisionner mille foyers en électricité.

La petite ville allemande fait feu de tout bois depuis quelques années: panneaux solaires pour la chaleur, panneaux photovoltaïques pour la production de courant, copeaux de bois pour le chauffage, moulin, éoliennes et biomasse.

Depuis l'application de la nouvelle loi sur l'énergie renouvelable (EEG), deux à trois millions des kw/h produits par éolienne peuvent être vendus 18 centimes d'euro le kw/h au distributeur local d'électricité, précise Mme Reinbold-Mench.

Les 50 m<sup>2</sup> de panneaux photovoltaïques installés par un agriculteur sur le toit de sa grange ont produit en douze mois 30 000 kw/h qui peuvent être vendus à 53 centimes d'euro le kw/h, selon la nouvelle loi. Pour ce fermier qui cultive 38 hectares de céréales, il s'agit d'un apport financier non négligeable.

Son exemple a fait tache d'huile et aujourd'hui il y a 75 installations photovoltaïques dans la commune, dont deux au-dessus de blocs de logements sociaux.

Quelque 150 foyers ont recours aux panneaux solaires pour chauffer leur eau, un moyen très utilisé parce qu'il ne suppose pas d'auto-irrigation et qu'il s'amortit vite.

Walter Schneider n'en a pas besoin. Ses 45 vaches produisent quotidiennement 900 litres de lait qui sortent à 32 degrés du pis mais doivent être refroidis à 4 degrés

pour la commercialisation. Un échangeur de chaleur lui permet de chauffer l'eau de sa douche et de son évier.

Deux scieries et un meunier utilisent l'eau de la rivière Brettenbach grâce à des turbines et des générateurs. «Cela me fait gagner 8 000 euros par an», se réjouit le meunier Friedrich Mellert.

Malgré le prix encore élevé de l'installation, une cinquantaine de foyers se chauffent aux copeaux et déchets de la coupe de bois. La commune a acheté une machine à cet usage.

«L'exemple de Freiamt montre que l'on peut faire beaucoup pour peu que les politiques suivent», estime Erhard Schulz de l'association fédérale allemande WindEnergie.

Le ministre fédéral de l'Environnement Sigmar Gabriel (SPD) croit en un «boom» des énergies renouvelables. Leur part dans la production totale de fourniture de courant électrique va passer de 10 % actuellement à au moins 20 % d'ici à 2020, a-t-il indiqué récemment.

Agence France-Presse

## Le sac en pommes de terre à l'assaut de son concurrent en plastique

DOMINIQUE AUBIN

Ambrumesnil, France — Depuis quelques mois, une appétissante odeur de pain grillé flotte dans l'air d'une petite usine de d'Ambrumesnil, dans le nord-ouest de la France, qui s'est lancée dans la fabrication de sacs biodégradables à partir de féculé de pommes de terre.

Hormis cette odeur qui s'échappe lors du chauffage de la féculé, rien n'a changé dans cette usine de la société Plastiques et tissages de Luneray, qui est la première à produire de tels sacs en France.

«Les chaînes qui servaient à la fabrication de sacs en plastique sont utilisées sans transformation pour produire les modèles bio», assure René-Pierre Renault, directeur de PTL.

À la place des granulés de plastique, les ouvriers introduisent dans les extrudeuses des granulés de féculé. «La pomme de terre qui est utilisée est très riche en féculé et ne serait probablement pas recommandée par les diététiciens en raison de sa forte teneur en sucre», précise le directeur.

La préparation est ensuite torturée à travers plusieurs machines avant de ressortir en bout de chaîne sous forme de sacs poubelles ou de congélation. En apparence, les modèles en pommes de terre ressemblent à leurs concurrents en plastique, hormis peut-être un toucher plus soyeux pour les premiers.

Les sacs «bios» n'auraient pratiquement que des avantages, selon René-Pierre Renault: «Ils sont économes en énergie car ils ne doivent être chauffés qu'à 140 degrés au lieu de 180, ils nécessitent moins de matière première car ils sont de 15 à 20 % plus denses, ils sont plus résistants en raison de la consistance de la féculé, ils offrent un nouveau débouché aux agriculteurs et ils se dégradent en cinq ou six mois contre 400 ans pour le sac en plastique.»

Il est toutefois un critère pour lequel le sac en féculé ne peut aujourd'hui rivaliser avec son homologue en plastique: son prix. «Le double...» reconnaît René-Pierre Renault. Mais à ses yeux, ce handicap devrait se résorber très vite. «Le prix du plastique est condamné à la hausse comme celui du pétrole dont il est issu, tandis que le sac en féculé baissera à la faveur de l'aug-



ROBERT FRANCOIS AGENCE FRANCE-PRESSE

René-Pierre Renault, directeur de Plastiques et tissages de Luneray devant des granulés de pommes de terre qui servent à la fabrication de sacs biodégradables.

mentation des volumes», assure-t-il.

Ces tendances devraient favoriser le développement du sac en pommes de terre mais aussi de tous les autres modèles biodégradables, notamment ceux à base d'amidon de maïs développés par des concurrents du groupe Sphère.

Chez PTL, la production de sacs «bios» commencée en décembre 2005 devrait atteindre 600 tonnes en 2006, mais restera très minoritaire comparée aux 27 000 tonnes de sacs en plastique

que le groupe continuera à produire. «Mais nous sommes prêts à basculer du jour au lendemain vers le bio si la demande est là», assure le directeur.

Cette production à base de matière végétale représente un retour aux origines pour cette société de 200 salariés qui a longtemps fabriqué des sacs en toile de jute à partir de lin, avant de basculer dans «le tout plastique» dans les années 70.

Agence France-Presse

## É D I T O R I A L

## Tabou levé

Sujet tabou entre tous, la perspective que l'Irak sombre prochainement dans la guerre civile est désormais évoquée par des personnes haut placées tant en Grande-Bretagne qu'aux États-Unis. Celles-ci pronostiquent même une partition du pays. Détaillons.

Il y a d'abord eu le contenu du courriel de l'ambassadeur britannique en Irak dévoilé ces jours-ci par la BBC. Destiné exclusivement aux plus hauts dirigeants, dont évidemment le premier ministre Blair, le mémo signé par le diplomate William Patey se résume à un constat très sombre de la réalité irakienne. Qu'on y songe, Patey écrit notamment qu'*«une guerre civile de faible intensité et une division de fait de l'Irak sont plus probables à ce stade qu'une transition réussie et substantielle vers une démocratie stable»*.

Pour leur part, mais devant les membres de la Commission sénatoriale des forces armées, les généraux américains chargés des affaires irakiennes ont indiqué que l'éventualité d'une guerre civile est plus que jamais plausible. Le chef d'état-major Peter Pace a confié qu'il n'envisageait pas un tel revirement il y a un an. Quant au grade responsable des opérations en Irak, le général John P. Abizaid, il estime que la situation se dégrade à un tel rythme qu'il est impossible d'envisager une réduction importante du contingent américain d'ici la fin de l'année.

S'il fallait remonter à l'origine de cette montée en puissance du sectarisme qui fait chaque jour des dizaines de victimes, c'est la constitution qui devrait être montrée du doigt. En tout cas est-ce l'avis de David L. Phillips, *senior fellow* du Council on Foreign Relations, qui assurait, dans une analyse publiée il y a un an, que la loi fondamentale dont s'étaient dotés les Irakiens menait droit à la guerre civile.

D'abord, on se rappellera que, sur les 55 notables invités à former le groupe de travail sur la constitution, on comptait seulement deux sunnites. Ensuite, on se souviendra que l'administration Bush, qui voulait que la transition vers la démocratie soit rondement menée, a imprimé sur cet exercice une pression qui a pour ainsi dire favorisé la prise en otage de cette constitution par les Kurdes et les chiïtes aux dépens des sunnites.

Forts de l'autonomie relative dont ils jouissaient depuis une dizaine d'années, les Kurdes ont défendu bec et ongles le modèle fédéral, l'unique système susceptible à leurs yeux de préserver, voire d'élargir, l'éventail de leurs pouvoirs. C'est au cours de ce processus qu'ils ont confirmé officiellement que la ville de Mossoul et ses environs, très riches en pétrole, devraient être arimés à la province du Kurdistan irakien. Ajoutons également que les Kurdes avaient prévenu qu'il n'était pas question pour eux de désarmer leur milice ou de se fondre dans l'armée officielle aussi longtemps que le pays n'aurait pas été totalement pacifié.

Pour leur part, les chiïtes ont profité de cet exercice pour imposer leur vision ou plutôt leur conception de l'islam. Ils voulaient que la charia, dans sa version chiïte, soit la seule source de l'architecture juridique du pays. S'ils n'ont pas eu pleinement satisfaction à cet égard, ils n'en ont pas moins obtenu que la charia soit considérée comme la principale source du droit. Tout naturellement, cette injection de chiïsme dans la constitution a particulièrement heurté les sunnites.

Qui plus est, à l'instar des Kurdes, les chiïtes ont adhéré au principe du fédéralisme. Au début des travaux sur le sujet, ils étaient loin d'être des partisans fervents de ce système. Mais voilà, la violence augmentant jour après jour, les notables chiïtes se sont ralliés en nombre car ils ont vu dans le système fédéral la possibilité de soustraire le maximum de pouvoirs au pouvoir central. Et ce, pour le bénéfice d'une population chiïte concentrée dans le sud du pays, lui aussi riche en... pétrole! Et les sunnites? Ils sont rassemblés à Bagdad et dans l'est de l'Irak, régions pauvres en tout.

Toujours est-il que la constitution a eu pour résultat de créer une multitude de divisions: division entre religieux et laïcs, division entre chiïtes et sunnites, division entre Arabes et Kurdes, division entre hommes et femmes, etc. Très logiquement, ce texte bâclé, ce texte conjuguant les corporatismes, ce texte accordant des privilèges aux uns et pas aux autres, a semé la discorde. Actuellement, le pays est confronté à des violences interreligieuses d'une telle intensité qu'on se demande comment l'objectif aujourd'hui modeste que caresse l'administration Bush, soit que le présent gouvernement parvienne simplement à gouverner, pourra être atteint.

## LES OUTGAMES SE TERMINENT...



## L E T T R E S

## Honte d'être canadienne

Monsieur le premier ministre, J'ai honte d'être canadienne depuis le 12 juillet 2006. Oui, j'ai honte de votre silence, de votre hésitation à dénoncer la violence et l'horreur de la guerre qui sévit au Liban. Chaque jour, nous entendons les cris et les pleurs de ces Libanais qui meurent et qui sont blessés. Ne les entendez-vous pas, monsieur le premier ministre, de votre cabinet?

Oui, j'ai honte pour les premières paroles que vous avez prononcées en faveur de la guerre: il est normal, dites-vous, que des soldats tirent sur des civils au nom du droit à se défendre? NON, cet acte de barbarie n'a rien de normal.

Oui, j'ai honte pour la lenteur des directives que vous avez données à vos fonctionnaires pour évacuer tous les citoyens canadiens du Liban.

Oui, j'ai honte pour la différence que vous avez faite entre les citoyens canadiens et les résidents permanents. Ne sont-ils pas de la même trempe? Le sang qui coule dans leurs veines n'est-il pas aussi pur que le vôtre? Aussi pur que le nôtre? Oui, j'ai honte que vous exigiez une solution globale, exigence qui retarde l'arrêt des frappes sur le Liban. Oui, j'ai honte des propos de votre ministre des Affaires étrangères Peter MacKay devant le comité des Affaires étrangères de la Chambre des communes le 1<sup>er</sup> août 2006 et de son soutien à Israël: *«Pour moi, il n'est pas difficile de choisir de prendre parti pour un Etat, un gouvernement démocratiquement élu, qui est attaqué par des terroristes, et un groupe de tueurs sans pitié.»*

Oui, j'ai honte que la baisse de votre popularité dans les récents sondages soit le seul motif de votre réaction. Oui, j'ai honte que vous balayiez d'un revers de la main la politique canadienne pour la paix établie depuis des années et qui a fait la réputation de notre pays.

Oui, j'ai tout simplement honte que, étant au plus haut poste du gouvernement canadien, vous nous représentiez si mal et ayez le pouvoir de faire tant de mal.

Pour tous ces torts causés, je vous demande de céder votre poste à une personne plus res-

ponsable que vous au sein de votre parti.

Et, si l'on vous plaît, ne mettez pas trop de temps à y réfléchir. Le sang qui coule au Liban est aussi rouge que celui des Israéliens et aussi pur que celui des Canadiens.

Lorraine Filion  
Citoyenne canadienne  
Le 3 août 2006

## La Pax americana et les conflits armés

Les conflits armés qui font rage au Liban, en Irak, en Palestine et en Israël ne pourront jamais prendre fin tant que le concept invoqué pour les résoudre reposera sur la sécurité assurée par la force et la violence correspondant à la Pax americana. Cette «paix» se définit par l'atteinte d'un Etat et d'un ordre établi par le recours à la dissuasion nucléaire, à la menace et aux interventions militaires. C'est ce genre de «paix» que préconisent Washington et ses alliés.

La poursuite de cette «paix» par et pour l'Occident entraîne des destructions massives et des dizaines de milliers de victimes et de morts. Cette «paix» n'est que l'illusion d'une victoire éphémère et n'est que l'instauration d'un ordre impérial injuste pour la majorité.

La paix durable prend naissance dans un contexte où la justice sociale l'emporte sur la mise en valeur des ressources pour le seul bénéfice d'une minorité. C'est la paix acquise par la coopération et l'interdépendance constructive pour tous, c'est la recherche de l'élimination de l'apartheid Nord-Sud, c'est la paix universelle qui ne peut prendre racine dans un monde de plus en plus militarisé et contrôlé par une minorité.

Appuyer les forces et les facteurs qui assurent le renforcement de la Pax americana ne peut nous conduire qu'à la destruction de l'environnement planétaire et de l'humanité.

Jules Dufour, Ph.D.  
Professeur émérite,  
Département des sciences humaines,  
Université du Québec à Chicoutimi  
Chicoutimi, le 31 juillet 2006

## Beaucoup trop loin

M. Jean Renaud, directeur de la revue *Égard*. *Le Devoir* recevra sans doute beaucoup de lettres pour vous répondre. Je n'avais pas le goût d'en ajouter une. Mais vous avez été trop loin, beaucoup trop loin.

La sœur d'une de mes amies québécoises d'origine libanaise est actuellement piégée au Liban. Je voudrais, au nom de tous les miens, m'excuser de certains de vos propos.

Je passe sur vos grands talents de psychanalyste de notre âme québécoise. Il y a plus important actuellement.

En votre nom et au nom de votre revue, vous avez affirmé: *«Israël est un rempart. Le soldat israélien, au péril de sa vie, préserve nos libertés. Ce petit Etat, qui n'est pas sans faute (je crois, avec Daniel Pipes et Guy Millière, qu'il a eu tort au cours de la dernière décennie de ne pas suffisamment se faire craindre par ses ennemis), défend avec héroïsme les principes éternels de la civilisation. Et nous, ne sommes-nous pas les enfants ingrats de Jérusalem? Le Québec appartient-il encore à l'Occident?»*

Je ne sais pas à quelle civilisation vous appartenez, mais ce n'est sûrement pas la mienne, ni de celles et de ceux que j'aime.

Aujourd'hui, j'espère seulement, naïvement je le sais, que les germes de la violence et de la haine n'étendront pas davantage leurs tentacules. J'espère seulement, avec beaucoup de candeur et de naïveté, qu'après autant de peurs et de souffrances, il y aura une petite place pour la paix.

Je vous laisse la défense de votre civilisation et je me contente d'espérer un peu d'amour et de tendresse entre les humains.

Est-ce faire preuve d'aveuglement que de croire que les Israéliens ne pourront vivre en sécurité et en paix tant que les Palestiniens n'auront pas droit à un pays et que les droits à la vie et la sécurité des Libanais seront bafoués?

Laurent Émond  
Québec

## LIBRE OPINION

## Cinéma: le bal des vampires

MARIE-CLAUDE LOISELLE  
Rédactrice en chef, 24 images\*

Depuis qu'a été mis en place le système des enveloppes à la performance — qui, rappelons-le, octroie la moitié de tout l'argent de Téléfilm destiné aux longs métrages aux producteurs dont les films ont fait les meilleures recettes aux guichets l'année précédente —, le milieu cinématographique en proie aux dissensions se déchire.

Mais ceux qui en appellent le plus fort à la solidarité en déplorant que *«le milieu s'entre-tue de la sorte»* et qui voudraient voir le problème du financement de notre cinéma ramené à une simple question de manque d'argent ne sont-ils pas précisément ceux qui ont grandement intérêt à ce que rien ne change dans le système actuel, ceux qui profitent largement des enveloppes à la performance, au détriment de plusieurs dizaines d'autres cinéastes, producteurs et petits distributeurs qui «en arrachent»?

Il n'y a qu'à voir comment ce système des enveloppes a fabriqué de toutes pièces des millionnaires (qui connaît le salaire que se versent, grâce aux fonds publics, les quatre ou cinq plus gros producteurs québécois?) pour comprendre que ceux qui en bénéficient sont prêts à mettre en œuvre toutes les ruses et séductions possibles pour continuer à profiter de la manne.

Si à peu près tout le monde s'entend sur le besoin urgent d'allouer davantage de fonds au financement des films, ne pas réclamer en même temps que soit revue la politique actuelle de Téléfilm ne fait que repousser le problème qui, tôt ou tard, éclatera au visage de tous.

Oui, plus d'argent donnerait la possibilité à un plus grand nombre de cinéastes de réaliser des films chaque année, mais quel(s) type(s) de films? Soutiendrait-on davantage de cinéastes ayant une vision per-

sonnelle et singulière, ces cinéastes grâce auxquels une cinématographie peut exister — les Bélanger (*Gaz Bar Blues*, 2003), Leclerc (*Mémoires affectives*, 2004), Morin, Lepage, par exemple, qui ne tourneront pas cette année —, ou encore plus de films à visée purement commerciale, qui vieillissent rapidement et très mal? Des millions supplémentaires ne serviront-ils pas avant tout à attiser la voracité croissante de ceux qui sont déjà responsables de l'augmentation vertigineuse du budget moyen des longs métrages de fiction au Québec depuis la mise en place de la dernière politique de Téléfilm, celui-ci étant passé de 1,9 MS en 1999-2000 à 4,9 MS en 2005?

Bien sûr, il n'est pas question de revenir aux budgets d'avant 2000, mais doit-on pour autant demander à l'État d'assumer à lui seul des coûts de production de l'ordre de sept, huit et 10 millions de dollars?

Pourquoi quelques-uns se sont-ils indignés qu'on dise à une productrice ayant besoin de 9 MS pour monter à terme le prochain film de Denys Arcand — dont elle se plaît à rappeler l'*«envergure internationale»* — de se tourner davantage vers un financement étranger (et privé)? Sa compagnie de production, Cinémaginaire, n'a-t-elle pas déjà reçu à elle seule près du quart de tout l'argent prévu par Téléfilm en 2005 pour les films en français? Après tout, les cinéastes dit «internationaux» n'ont-ils pas presque tous recours à l'aide d'autres pays? Ce qui se vérifie même dans le cas de cinéastes couronnés d'une ou deux palmes d'or comme les Loach, Morretti, les frères Dardenne, Polanski ou Lars von Trier.

Enfin, nous croyons qu'accroître le budget destiné aux longs métrages en accordant encore 50 % de l'argent disponible à quelques producteurs «performants» (et même 75 % si les détenteurs des enveloppes continuent d'avoir accès à l'autre 50 %, soit celui du fonds régulier) reviendrait à abandonner encore plus de fonds

publics aux compagnies privées qui n'ont pour seul mérite quantifiable que d'avoir su attirer les foules dans les salles du Québec, et cela en dépit du fait que les films produits aient ou non trouvé une résonance hors de nos frontières — et encore moins qu'ils aient les qualités nécessaires pour résister à l'usure du temps.

Pour permettre réellement à un plus grand nombre d'œuvres diversifiées de voir le jour, il faut impérativement qu'une augmentation des fonds alloués aux longs métrages aille de pair avec une réforme du système actuel de financement, et en premier lieu l'abandon des enveloppes à la performance, qui gangrène notre cinéma en plus de diviser le milieu.

## Que d'arrogance

Encore une fois, ce que cette crise révèle avant tout, c'est à quel point les hommes et les femmes de pouvoir de notre cinéma savent jouer habilement de tous les attributs de ce pouvoir: jeu sur l'image, sens stratégique aiguë, bon usage des médias. Sous les dehors séduisants du prestige, ils font preuve de l'arrogance de ceux à qui on ne devrait rien refuser.

Derrière cette colère presque hargneuse manifestée contre la décision de Téléfilm de réduire la somme d'argent demandée pour le film d'Arcand afin de permettre également à celui de Bernard Émond de se faire (second film de la trilogie entamée avec *La neuvième*), on a vu s'exprimer clairement, et comme jamais auparavant, le profond mépris qu'a fait naître le succès de certains films à l'égard des cinéastes qui ne se situent pas du côté du divertissement et du spectacle, ceux qui croient encore qu'un cinéma exigeant est aussi possible au Québec.

Il ne s'agit plus seulement de célébrer le «cinéma qui marche». En s'indignant qu'on n'ait pas «tout mis sur Arcand», on condamne plus directement qu'il n'y

paraît des dizaines d'autres cinéastes qui peinent à se construire une œuvre au Québec.

Il faut aussi avoir du front pour oser affirmer, comme le fait Fabienne Larouche («Le «bon» cinéma d'État», *Le Devoir*, 7 juillet 2006), que *«certains [«artistes»] sont plus égaux que d'autres»* puisqu'ils bénéficieraient de «privilèges d'État», cette auteure s'en prenant ainsi violemment, bien qu'à mots couverts, à Bernard Émond avec qui Arcand a dû «partager» les restes, en passant sous silence le véritable privilège d'État que constituent les enveloppes à la performance. Combien y a-t-il de pays dans le monde qui offrent ainsi chaque année quelque 2,7 MS à une compagnie privée, qui peut en disposer comme bon lui semble, sans avoir à rendre de comptes? Oui, Denys Arcand doit tourner lorsqu'il est prêt, ne pas attendre... Mais qu'on ne vienne pas dire que ce système pêche par excès d'égalitarisme et qu'on n'essaie pas de nous émouvoir ni sur le sort d'un cinéaste soutenu par la productrice la plus influente et la plus riche du Québec, ni sur celui de ces quelques entrepreneurs culturels prospères qui réclament toujours davantage de pouvoir et de fonds publics.

Ces producteurs et distributeurs ont courtoisément pendant des années les fonctionnaires pour être écoutés et se faire tailler sur mesure des politiques à leur convenance. Maintenant qu'ils ont obtenu toute la liberté d'action et le pouvoir que leur confèrent les enveloppes à la performance, ils veulent plus encore: toute l'attention des médias, tout l'argent de la cagnotte. On aimerait voir comme une bonne chose le fait que plus d'argent soit investi dans notre cinéma, mais dans les circonstances il y a de quoi être inquiet pour l'avenir...

\* Ce texte est la version abrégée de l'éditorial du n° 128 de 24 images, qui paraîtra le 18 août.

## REGARDS SUR UNE AMÉRIQUE QUI FASCINE

L'image des États-Unis, que l'ensemble du monde appelle l'Amérique, a été fortement mise à mal depuis les célèbres attentats d'il y aura bientôt cinq ans. Mais parce qu'un pays ne se réduit pas à son gouvernement, des intellectuels ont eu envie de témoigner de leur vision de cette Amérique réelle, rêvée, mythique. *Le Devoir* offrira tous les lendis de l'été de larges extraits de ces regards croisés.

## « My Own Private Texas »

JEAN LÉVESQUE

Historien de la Russie et des pays de l'Est  
au département d'histoire de l'Université  
du Québec à Montréal

Cinquième texte d'une série de huit

**C**est un peu par accident que ma route m'a conduit au Texas. À vrai dire, ce sont plus les aléas du marché de l'emploi universitaire qui m'y ont amené qu'un véritable accident de parcours.

Quand j'ai terminé ma thèse, le nombre de postes dans ma discipline étant relativement limité cette année-là — comme ce fut le cas presque chaque année par la suite —, il fallut bien me résigner à prendre tout ce qui pouvait passer, ou attendre de tenter ma chance l'année suivante, ou encore demeurer dans la précarité.

Le marché américain étant relativement ouvert, je n'avais pas moins de chances que les autres candidats, mais c'est néanmoins à ma grande surprise que je reçus une invitation à me rendre à une entrevue finale «sur le campus» à la fin du mois de janvier, suivie d'une offre d'emploi environ une semaine plus tard.

## Tout au présent

Mon Texas à moi, c'est l'ouest de l'État, un peu à mi-chemin entre le Nouveau-Mexique et Dallas (le centre). Une plaine sans fin et, à première vue, sans grand intérêt, qu'on désigne localement comme les plaines du sud, pour en souligner l'appartenance à la grande plaine de l'Ouest américain qui s'étend aussi loin vers le sud.

Lubbock, ma ville d'attache avec plus de 200 000 habitants, est située en plein centre du Texas occidental, et peut se targuer du titre de capitale du coton dans l'ouest des États-Unis. Elle ne recèle pas d'autres trésors, à part peut-être les musiciens comme Buddy Holly, la soliste des Dixie Chicks, les Flatlanders et le chanteur country Waylon Jennings, qui vient de la région environnante.

Il n'y a pas de passé visible au Texas, à part les quelques ruines de la guerre d'indépendance contre le Mexique et les antiquaires qui vendent des enseignes de Coca-Cola et des 33 tours. Tout est présent. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, Lubbock ne comptait qu'une poignée d'habitants, tous sûrement très heureux de pouvoir vivre sans la peur constante des incursions des Comanches, à peine chassés de la région pour disparaître de la vie quotidienne à jamais. Il n'y a rien qui rappelle leur ancienne présence, ils ont été comme emportés par une tempête de poussière.

Avec un peu d'effort, on peut encore discerner le centre typique d'une ville du Far-West; il évoque la vie d'une ville de frontière. Cependant, plusieurs des bâtiments qui animaient la ville ont été détruits par un ouragan au début des années 1970 et ont été reconstruits dans la périphérie de la ville, dont l'étalement n'a rien pour recréer une vie sociale un tant soit peu intense.

## Aride, infini, écrasant

La poussière là-bas est comme la neige ici, à cette différence près que la neige fond en eau alors que la poussière reste poussière. Le nouvel arrivant comme moi, venant de régions plus humides, peut y développer la peur de mourir de soif un jour et prend conscience de la fragilité de son existence. Le pire, c'est que chez certains, cette peur peut se transformer en désir irrésistible de partir. J'ai connu des gens chez qui ça a duré plus de 20 ans.

Le paysage n'aide pas non plus. On a beaucoup de mal à se représenter la plaine infinie, à perte de vue, et le ciel bleu qui vous écrase par son omnipotence. «La terre est si plate qu'on peut regarder son chien s'enfuir trois jours durant», disent les gens du coin. Un sens de l'humour assez surprenant, dénotant une ca-



SOURCE NEWSCOM

pacité d'autodérision assez rare en Amérique. La faune y est pauvre: des chiens de prairie, des jack rabbits qui servent de cibles mouvantes aux apprentis tireurs du dimanche, et l'ombre des bisons qui venaient jadis brouter l'ombre d'une herbe, la *buffalo grass*, aujourd'hui disparue.

Et puis il y a le vent qui souffle, surtout durant la saison d'hiver, pour donner des tempêtes de poussière à faire peur. Mais c'est bien peu à côté du soleil, qui vous martèle 325 jours en moyenne par année. En moyenne, cela fait un peu plus de deux jours de répit par mois.

J'ai eu peu de mal à croire ce que disaient les locaux au sujet de la claustrophobie des gens de la plaine. Arrivés dans la grande ville, ils sont pris de panique à la seule vue des gratte-ciels. La réaction inverse est tout aussi vraie. Pour les arrivants habitués à un climat tempéré, c'est totalement écrasant. Et le paysage fait en sorte que vous y êtes perdus, sans repères. Ce soleil brûle tout sur son passage, il rend l'herbe jaune dès le mois de juillet et transforme quotidiennement votre voiture en four à pain, et ça, c'est si elle est de couleur claire...

## La « Bible Belt »

Avant de partir pour Lubbock, je savais bien que je m'en allais en pleine « Bible Belt » dont je n'avais d'ailleurs qu'une image assez floue, et une compréhension assez superficielle. En ces lieux, on n'arrive pas à compter les églises baptistes, méthodistes, évangélistes, et le nombre de voitures à ces mêmes églises le dimanche matin.

Malgré tout le mal qu'on pourrait dire du conservatisme religieux américain en général, et de ce mouvement dans le sud en particulier, force est de constater que la religion y est plus qu'une simple religion; elle joue un rôle important dans l'organisation de la vie sociale, et ce, même dans une ville de quelques centaines de milliers d'habitants. En principe, il y a d'autres institutions pour tisser le lien social, mais dans cette région — comme dans plusieurs autres j'en suis convaincu —, les églises tiennent lieu de club social, organisent des concerts même assez profanes dans leur contenu, s'occupent de camps de

vacances, de garderies, d'œuvres de charité, et j'en passe. Sans elles, l'isolement ferait sans doute plus de ravages encore.

Et c'est sans doute à cause de cet isolement des premiers colons que la religion a pris une place si importante. La concurrence entre les églises est difficilement perceptible, à part à la télé où les prédicateurs ne ménagent pas leurs efforts pour attirer l'attention des quelques brebis restantes. La vraie concurrence est entre la messe du dimanche matin et celle du dimanche après-midi: le football universitaire, qui attire toute la ville en un temple unique. Ne pas y participer est un peu se condamner à subir l'ostracisme de son milieu. Refuser des billets qu'on vous offre pour un match de football est un peu comme refuser de boire après avoir porté un toast en Russie: un faux-pas culturel.

Là où le bât blesse, c'est dans la fusion assez perverse de la religion d'obédience conservatrice et du patriotisme bête et méchant. De toutes les analyses faites de la réaction conservatrice actuelle, les seules vraiment convaincantes me semblent celles qui font de la vague républicaine un phénomène culturel plus que politique. En fait, en associant les démocrates à une élite étrangère et sourde aux «vrais» intérêts du peuple américain, les républicains ont réussi l'exploit d'ancrer leur discours aux institutions sociales de l'Amérique moyenne. Oubliions la politique d'intérêt, oublions les désastres de la politique de Bush. Je parierais sans crainte que la culture conservatrice ne s'érodera que très lentement, parce qu'elle s'est tissée à même les préjugés et la réalité de cette Amérique profonde.

Malgré les différences culturelles assez importantes, les gens du Texas que je connais prennent le temps de vous écouter, même si ce que vous leur dites peut être aux antipodes de leur propre opinion. Vous écoutent-ils pour mieux vous maudire après? J'en serais étonné. J'ai toujours eu l'impression qu'ils considéraient toute opinion hétérodoxe comme le signe d'une absence: il vous a sûrement manqué quelque chose dans votre enfance, ou vous n'avez pas encore rencontré le prédicateur qui vous mettra sur le droit chemin. Car le relativisme est assez étranger à ces gens-là: il n'y a qu'une vérité, comme il n'y avait qu'une

façon de survivre chez les pionniers. L'histoire, de prime abord assez absente, finit toujours par se pointer dès qu'on s'y penche sérieusement.

## Un mythe

Les Texans ont certainement un charme un peu exotique. Après tout, ils ont une des identités les plus fortes qu'on puisse retrouver aux États-Unis, après les New-Yorkais et les Californiens. Mais il me semble que le Texas est d'une certaine façon un mythe. Un mythe de sa propre puissance, de sa propre mesure et de son arrogance. Ce n'est d'ailleurs pas par hasard si le récit de leur propre indépendance est tout entier marqué d'insolence: des colons blancs des États du sud s'installent en territoire mexicain pour ensuite faire un pied de nez à leur gouvernement et lui arracher leur liberté *manu militari*.

La manne pétrolière est déjà l'ombre de ce qu'elle a été. Dans cet État, les gens aiment toujours consommer «gros» et étaler leur richesse, même si une récession pourrait les faire tomber de leur piédestal «consumériste». La pauvreté, rurale surtout, y est assez abjecte et de plus en plus visible à qui-conque se donne la peine de regarder.

Mais qui dit mythe dit récit et lectures possibles à l'infini. J'ai déjà pu lire sur un autocollant de pare-choc au Nouveau-Mexique: «Si Dieu avait voulu que les Texans fassent du ski, il leur aurait donné des montagnes!»

Mon Texas à moi est un peu différent. C'est plutôt un monde de gens affables, gentils et bornés qui m'ont accueilli sans vraiment croire que j'allais y rester. Pourtant, avoir vécu un an au Texas est presque comme y avoir vécu toute une vie. Tout y est démesuré, comme la plaine infinie et le ciel majestueux. Mais un jour verra ou le coton cessera de pousser parce qu'il n'y aura plus d'eau à pomper. Ce jour-là, les bisons pourront revenir et l'histoire véritablement commencer.

L'intégralité de ces textes sera publiée cet automne dans la revue *Conjonctures* ([www.trempeq.uqam.ca/conjonctures](http://www.trempeq.uqam.ca/conjonctures)), numéro 43, sous le thème «Impressions USA».

## Liban, P.Q.



Michel Venne

Les Montréalais ont pu sentir à quel point le conflit qui déchire le Moyen-Orient leur est proche, désormais.

Plusieurs d'entre eux ont vu ces derniers jours leurs voisins d'origine libanaise (quelque 40 000 vivent dans la région montréalaise) revenir de vacances écourtées au Liban, dans des conditions atroces et la peur au ventre. Dès les premiers jours de la campagne militaire israélienne dans le Sud-Liban, la famille du propriétaire d'une pharmacie Jean-Coutu (quoi de plus familier à l'oreille d'un Québécois?), Ali Al-Akhras, était décimée lors d'un bombardement. L'offensive de Tsahal a fait 1000 morts, 3000 blessés, des centaines de milliers de réfugiés et des milliards de dollars de dom-

mages matériels. L'économie libanaise est en lambeaux. Un courant de sympathie pour le peuple libanais s'est vite affirmé.

D'autres Montréalais ont entendu une autre version, celle de leurs voisins, qui racontent l'épreuve douloureuse de leurs familles vivantes, elles, en Israël, contraintes de quitter leur demeure pour échapper aux ripostes du Hezbollah. Montréal est l'une des villes de la diaspora juive. La communauté y possède de nombreuses institutions sociales. Ses dirigeants ont acquis une influence indéniable sur le plan économique tout comme sur le plan politique. Tous les juifs de Montréal, loin de là, ne soutiennent pas les stratégies militaires d'Israël. Mais bon nombre ont exprimé leur solidarité avec la décision du gouvernement Olmert d'utiliser la force pour «se défendre» contre des mouvements qui souhaitent ouvertement la destruction de l'État hébreu.

L'un des écrivains israéliens les plus connus au monde, Amos Oz, milite depuis 40 ans pour une solution pacifique négociée entre les

peuples d'Israël et de Palestine. Il a fondé, en 1978, le mouvement La Paix maintenant.

Il y a quelques années, lorsqu'on lui a demandé ce que nous pouvons faire, nous, qui ne sommes pas partie liée à ce conflit, à part nous tenir la tête dans les mains et crier «Quelle horreur!», sa réponse fut très simple. D'abord, cessez de répandre dans vos journaux des vues étroites et simplistes d'Israël, de la Palestine, des Arabes et de l'Islam. Ensuite, perdez cette mauvaise habitude de montrer du doigt l'un ou l'autre en cherchant lequel est le bon et lequel est le méchant.

Le conflit israélo-palestinien n'est pas un western, disait-il. C'est plutôt une tragédie dans laquelle deux peuples sont victimes. Cherchez donc, au lieu d'identifier un coupable, à aider non pas l'un ou l'autre mais ces deux peuples qui poursuivent tous les deux une cause juste.

L'offensive israélienne au Liban incite plusieurs personnes à choisir un camp même si tous appellent à la paix.

Il est clair que l'offensive militaire israélienne est disproportionnée et qu'elle aurait dû cesser depuis longtemps. Non seulement plus d'un million de civils ont payé de leur vie le prix de cette stratégie, mais plusieurs israéliens commencent à comprendre que celle-ci risque de donner un résultat contraire à celui qui est espéré. Tout comme Israël n'avait pas réussi à éliminer l'OLP et Yasser Arafat en 1982, lorsque commença la première et longue occupation du Liban, l'État hébreu ne parviendra pas à éradiquer le Hezbollah qui, tout en étant un mouvement armé, s'est également constitué en parti politique dont des représentants, démocratiquement élus, siègent au gouvernement libanais, et a créé un ensemble de services sociaux dont jouissent les populations libanaises les plus démunies. Pire, en massacrant des populations civiles, Israël est en train de transformer son ennemi en héros de la résistance. D'aucuns accordent déjà une victoire symbolique au Hezbollah et à son chef, Nassan Nasrallah.

Il va de soi que, sur ces faits, Israël a eu tort, en complicité avec les États-Unis de George W. Bush, au nom d'objectifs stratégiques et

militaires qui débordent le conflit local. Ce n'est certainement pas le peuple israélien qui a voulu ce nouvel épisode de barbarie. Lui-même d'ailleurs en est victime.

Israël affirme que l'offensive militaire a été provoquée par une «agression» du Hezbollah. Il rappelle, à juste titre, que ce mouvement ainsi que le Hamas s'est donné comme but la destruction d'Israël, un objectif réaffirmé récemment par l'un des commanditaires du mouvement chiite, le président iranien Mahmoud Ahmadinejad. Il est vrai, également, que la communauté internationale n'a jamais réussi à appliquer la résolution 1559 de l'ONU qui prévoit le désarmement des milices chiites au Liban. En remontant le fil de l'histoire, chacun trouvera ainsi prétexte à se réjouir. C'est comme ça que la région a connu cinq guerres et subi 150 000 morts depuis la création d'Israël en 1948.

Au cours des derniers mois, des progrès avaient été enregistrés dans la région avec le début du retrait d'Israël et la fermeture

de certaines colonies dans les territoires palestiniens. Des sondages indiquaient également des changements d'attitude au sein du peuple palestinien, désormais disposé en majorité à reconnaître Israël, en dépit de la doctrine officielle du Hamas, parti au pouvoir. La société israélienne elle-même évolue. Quelque 20 % de la population d'Israël est arabe. Le sionisme n'a plus le même attrait dans une société plus individualiste qui aspire elle aussi à la paix.

L'épisode sanglant de cet été 2006 va certainement ralentir ces progrès.

Chez nous, que peut-on faire, à part se mettre la tête dans les mains et crier «Quelle horreur!»?

Montréal est un lieu de rencontre de ressortissants et sympathisants de toutes les parties en cause. Pourrait-elle être le lieu d'un dialogue pour maintenir un peu d'espoir? Au niveau des peuples, puisque pour l'heure, il semble difficile de pouvoir compter sur les États, y compris le nôtre, pour élaborer une solution acceptable.

michel.venne@inm.qc.ca

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine : Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Desjardins, Marie-Anne Chouinard (éducation), Josée Boileau (éditorialiste, responsable de la page idées), Brian Myles (justice et faits de société), Clairendrée Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Laurence Clavel, Jean-Guillaume Dumont (commissaires Internet) Isabelle Poiré (santé), Louise-Maude Rioux Soucy (Culture), Pauline Gravel (sciences), Michel Garneau (cartographe), Diane Précourt (responsable des pages thématiques), Martin Ducloux, Michèle Malenfant et Christine Dumazel (relucteurs), Renée Lévesque et Serge Paquin (relucteurs surnuméraires), Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes), à l'information culturelle : Michel Bélair (bibliothèque et culture), Julie Carpentier (jeu), Paul Bennett (jeu), Stéphane Baillargeon (reporter), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Frédérique Doyon (surnuméraires), à l'information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Reay (jeu), Philippe Papineau (surnuméraires), Eric Desrosiers, Claude Turcotte, François Desjardins (surnuméraires), à l'information internationale : Jean-Pierre Legault (jeu international et page éditoriale), Claude Lévesque, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste), à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Corneille et Alec Cantagay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Durrain (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque, Marlyse Hamelin (secrétaires à la rédaction), Marie-Pier Frappier, Alexandre St-Onge (commissaires), La documentation : Gilles Paré (directeur), Manon Desrosiers, Rachel Rochefort (Ottawa) LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING Jean de Billy, Jean-François Bouché, Marlène Côté, Dave Cameron, Yan Hamel, Christiane Legault, Annette Malais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Martine Ropelle, Michéline Rouleau, Nadia Sebati, Mélanie Simard (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Sylvie Laporte, Marjorie Bérubé (secrétaires) LA PRODUCTION Christian Gosselin (directeur de production), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Desjardins, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemanitz, Olivier Zaida. INFORMATIQUE Yanick Martel (responsable) PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Alexandre Gaudreau (coordonnateur de la promotion et de la sollicitation), Caroline Simard (responsable service à la clientèle, par intérim), Manon Blanchette, Monique L'Heureux, Rachelle Leclerc, L'ADMINISTRATION François Bisson (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Faray, Ghislaine Lalleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chervier, Monique Proteau, Danièle Ross.

## ACTUALITÉS

## ISRAËL

SUITE DE LA PAGE 1

Le Hezbollah a reçu l'appui de Damas et de Téhéran, considérés comme ses principaux soutiens, qui ont eux aussi rejeté le texte. Les ministres des Affaires étrangères de la Ligue arabe devraient se prononcer aujourd'hui après une réunion extraordinaire organisée à Beyrouth. Les pays modérés, comme l'Égypte, la Jordanie et l'Arabie saoudite souhaitent la fin des combats, mais devraient rester prudents afin de ne pas s'exposer aux critiques de leur opinion publique qui leur reproche de ne pas soutenir le Hezbollah.

Inspiratrices de la résolution avec les États-Unis, les autorités françaises tentent de convaincre le gouvernement libanais de l'approuver, a fait savoir le ministre des Affaires étrangères, Philippe Douste-Blazy.

Paris cherche «le plus large accord» sur son texte, une position que le président français Jacques Chirac a réitérée dimanche lors d'un long entretien téléphonique avec le premier ministre britannique Tony Blair. Au cours de cette conversation, M. Chirac a souligné que le texte présenté hier par la France «devait prendre en compte les préoccupations de tous», a-t-on appris auprès de l'Élysée.

La secrétaire d'État américaine Condoleezza Rice a de son côté reconnu que la résolution ne signifiait pas à court terme la fin de toute violence. «J'ose espérer qu'elle sera suivie très vite d'une désescalade de la violence», a-t-elle dit, sans toutefois exclure «des escarmouches pendant quelque temps encore».

Les États-Unis souhaitent d'ailleurs que le Conseil de sécurité adopte dans les jours, et non les semaines, qui viennent une seconde résolution sur le Liban prévoyant l'envoi sur place d'une force internationale, a fait savoir le conseiller à la sécurité nationale, Stephen Hadley.

Le gouvernement israélien n'a pas réagi officiellement au texte, et le premier ministre Ehud Olmert a invité les membres de son cabinet à la discrétion tant que le projet ne serait pas finalisé.

Mais, selon un responsable gouvernemental et les médias israéliens, ce texte autorise Tsahal à riposter aux agressions du Hezbollah même après l'arrêt des hostilités et n'ordonne pas le retrait des 10 000 hommes déployés dans le Sud-Liban.

«Ce qui est important est le principe [...] qu'un cessez-le-feu ne doit pas permettre au Hezbollah de se réarmer, de se regrouper, de se préparer à une nouvelle vague de combats», a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Mark Regev.

## Journée meurtrière

Sur le terrain, la journée a été particulièrement meurtrière. Le Hezbollah a tiré une volée de 80 roquettes vers plusieurs villes du nord d'Israël. Douze militaires, appartenant à une unité d'infanterie de réserve, ont été tués et cinq autres blessés, dont deux grièvement, a annoncé l'armée israélienne. Ils campaient sous des tentes à l'entrée du kibboutz (village collectiviste) de Kfar Giladi, à proximité de la ville de Kyriat Chmona, dans l'extrême-nord de la Galilée.

Ce bombardement de roquettes katiouchas en milieu de journée a été bref — moins d'une demi-heure — et particulièrement intense, frappant une zone découverte où étaient concentrées de nombreuses personnes. Des couvertures ont été jetées sur les cadavres allongés les uns à côté des autres, dans un vacarme de sirènes d'alarme et d'ambulances, non loin du cimetière du kibboutz, ont constaté les journalistes.

Le port de Haïfa a aussi connu son bombardement le plus meurtrier depuis le début des hostilités: trois morts et quelque 160 blessés. Un bâtiment s'est effondré et a pris feu à Wadi Nisnas, un quartier arabe de Haïfa. La télévision a diffusé des images du bâtiment où des habitants tentaient de dégager les décombres à mains nues.

Des avions de chasse israéliens ont par ailleurs attaqué la ville de Cana, au Liban, détruisant les lanceurs d'ouï ont été tirées les roquettes visant Haïfa, selon Tsahal. Vingt-neuf civils, dont de nombreux enfants, avaient été tués à Cana le 3 août, par une frappe israélienne qui avait déclenché une vague de condamnations dans le monde.

Hier, les avions israéliens ont aussi détruit un second site de lanceurs au nord de Tyr, d'où des roquettes ont également été tirées vers Haïfa, a précisé Jacob Dallal, porte-parole de Tsahal.

Au nord de la frontière, où les soldats israéliens sont en position, des dizaines de missiles ont touché des villages libanais, et les combats au sol se sont poursuivis. Au moins six nouvelles frappes aériennes ont touché le sud de Beyrouth.

Six militaires libanais ont été tués au cours de deux attaques israéliennes, cinq personnes sont mortes dans une maison touchée près de la ville de Nabatiyeh, au Sud-Liban. La chaîne de télévision al-Jazira a rapporté la mort de trois personnes à Naqoura, sur la côte sud, mais les autorités ne confirment qu'un décès. Un drone a tué le conducteur d'une camionnette et, selon un témoin, un jeune civil a également été tué à Tyr alors qu'il buvait un café sur un banc.

Dans la nuit, une frappe a tué trois personnes à al-Jibbain, à 4 km au nord de la frontière israélienne. L'aviation israélienne a aussi bombardé deux camps du FPLP-CG (Front populaire pour la libération de la Palestine-Commandement général), soutenu par Damas, faisant un mort.

Le Hezbollah a déploré la mort de trois de ses membres, mais n'a pas précisé où et quand ils avaient été tués. La milice dit avoir perdu 53 membres, mais le gouvernement israélien en a compté 165 et estime que les pertes se chiffrent à environ 200 morts.

Depuis son début, le conflit a fait au moins 1000 morts au Liban, en majorité des civils. En Israël, le bilan a grimpé à 93 tués, dont 45 soldats, 12 réservistes et 36 civils.

Reuters, Associated Press et Agence France-Presse

## MANIFESTATION

SUITE DE LA PAGE 1

«Cette fois, c'est la bonne», a affirmé sans équivoque Hatem Hariri, ancien président du centre islamique libanais de Montréal, qui est de toutes les manifestations depuis l'éclatement des hostilités. «Toutes les manifestations sont importantes mais celle-ci est spéciale: elle rassemble vraiment du monde de partout et de haut calibre», a-t-il dit, convaincu que le premier ministre ne pourra demeurer sourd aux cris de rage des Libanais et autres sympathisants. «Ça va faire sonner l'alarme. M. Harper ne peut pas oublier qu'il y a six millions de Québécois et plusieurs Canadiens qui ne partagent pas les mêmes valeurs que lui», a renchéri Ehab Lotayef, l'un des organisateurs de l'événement.

## Radiieuse journée pour un message de paix

Un ciel azur sans nuage et un soleil au zénith avaient accueilli la foule déjà nombreuse qui avait commencé à affluer au Parc Lafontaine vers midi. «Radiieuse journée pour porter un message de paix», s'est réjouie une jeune maman, en poussant un landau orné de drapeaux libanais. Une manifestation qui n'avait rien à voir avec les 150 000 personnes qui s'étaient réunies un certain 15 février 2003 pour protester contre la guerre en Irak par 25 °C degrés sous zéro, ou encore avec celle qui en avait attiré 50 000 de plus un mois plus tard.

Mais de l'avis d'Amir Khadir, porte-parole de Québec Solidaire, nul doute que le Québec entier était au

rendez-vous pour porter son message de paix. «Ça a rallié le Québec, ça c'est sûr, a-t-il déclaré. En 2003, les politiciens faisaient consensus sur le fait que cette guerre (en Irak) était inutile. Les gens qui étaient alors sortis dans la rue avaient eu raison de le faire. Aujourd'hui, on sort pour les mêmes raisons», a-t-il dit en expliquant que le nombre de participants est moins important par le fait que c'est l'été et que les gens sont en vacances.

Cet ancien leader de l'Union des forces progressistes a insisté sur le fait que la manifestation allait se dérouler pacifiquement. «Il faut mettre fin à ce cycle de violence dans la paix, a-t-il martelé. Il n'y aura pas de paix s'il n'y a pas de solution juste pour les Palestiniens», a-t-il estimé en remettant le conflit israélo-libanais en perspective. «Le peuple israélien a besoin de paix et pour ce faire, ils ont besoin que cessent les agressions contre les Palestiniens», a-t-il poursuivi.

Un groupe de militants juifs hassidiques anti-sionistes a soulevé l'enthousiasme des manifestants. Ces hommes tout de noir vêtus ont été chaudement applaudis alors qu'ils marchaient aux côtés des Libanais et de leurs sympathisants, en tenant une banderole sur laquelle était écrit: «A Jew not a Zionist» (Un juif pas un sioniste). «On exprime notre solidarité pour les Libanais et les Palestiniens, a dit l'un d'eux en appelant à la cohabitation harmonieuse entre les peuples. Ce sont nos cousins.»

## Politiciens, syndicats main dans la main

En plus des représentants des trois grandes centrales syndicales du Québec, des mouvements communautaires et étudiants, certains dirigeants de parti politique, fédéraux comme provinciaux, n'ont pas manqué de venir dénoncer le conflit au Proche-Orient et crier leur désaccord avec la position du pre-

mier ministre du Canada. Le chef du Parti québécois, André Boisclair, avait un message simple à délivrer à Stephen Harper. «Je ne me reconnais pas comme Québécois dans sa position et je crois que le peuple québécois pense la même chose», a-t-il déclaré à un petit attroupement de journalistes. M. Boisclair s'est dit très heureux de voir que de nombreuses personnes avaient pris un petit moment de leur journée pour participer à la marche. «Je suis fier d'être québécois», a-t-il dit en qualifiant le Québec de «missionnaire», dénué de «pensées de colonisateur».

Même Dan Bigras a voulu se mêler à la cohue pour dénoncer les agissements du premier ministre du Canada. «Même Bush met de l'eau dans son vin, il n'y a que Harper qui ne le fait pas. Et il se dit être au diapason de la population! a-t-il lancé. J'ai l'impression d'être complice d'un criminel de guerre.»

La présence d'autant d'organismes, de députés et de dirigeants de partis politiques pouvait laisser croire que l'occasion était belle pour venir serrer des mains et critiquer les dirigeants au pouvoir. Une remarque que Denis Coderre, le député libéral fédéral de Bourassa, a aussitôt balayé du revers de la main. «Je ne suis pas ici pour faire de la politique, a-t-il souligné. Le PC va perdre des appuis partout, c'est sûr. Mais ce n'est pas important maintenant de savoir qui va marquer des points.» Il a également fustigé l'attitude de M. Harper qui, selon lui, a tort de faire fi des sondages qui démontrent qu'il fait cavalier seul.

M. Coderre a en outre rappelé que le Canada devrait reprendre ses traditionnelles fonctions de médiateur et exhorter à un cessez-le-feu immédiat. «Le Canada a un rôle de premier plan à jouer. Il se doit d'être acteur de l'événement», a-t-il dit.

Le Devoir

## CHAREST

SUITE DE LA PAGE 1

La consultation menée par le ministre ne sera pas une resucée de la commission parlementaire sur le financement des universités, tenue en 2004. «On parle de la mise en œuvre d'une décision de gouvernement. [...] Ça n'a pas besoin d'être une longue discussion, c'est pas une grande consultation», a affirmé M. Charest. Ainsi, les étudiants pourraient bien ne pas participer au processus, ce que des représentants de la Fédération étudiante universitaire québécoise (FEUQ) et de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) ont tout de suite dénoncé.

## Des marges

Il y a un an à Sherbrooke, en des circonstances analogues (clôture du congrès de sa CJ à Sherbrooke), le premier ministre enjoignait les employés du secteur public de se montrer «raisonnables» et d'accepter les offres patronales, arguant que l'État n'avait pas de marge de manœuvre. Hier, M. Charest avançait toutefois que, grâce à la «gestion rigoureuse» des finances publiques, grâce notamment à l'amélioration de la cote de crédit du Québec et de la réduction de la taille de l'État, il possédait maintenant des marges nécessaires pour réinvestir dans le secteur postsecondaire. Et ce, avant même la fin des négociations avec Ottawa, à propos desquels, du reste, il s'est dit «confiant». À ses dires, les signaux envoyés par Ottawa en ce domaine, depuis la tenue d'un grand sommet pancanadien sur l'éducation postsecondaire en février, sont «positifs».

L'annonce surprise de M. Charest survient quelque dix jours après l'échec des négociations sur

la péréquation à la rencontre annuelle du Conseil de la fédération à Terre-Neuve. Le communiqué, émis au terme de ce sommet ne réitérait même pas le consensus obtenu un an plus tôt à Banff. En 2005, en effet, les provinces avaient convenu de réclamer d'Ottawa qu'il rehausse immédiatement ses transferts en éducation postsecondaire au niveau de 1994, ce qui représentait une somme de 2,2 milliards, soit 4,9 milliards de dollars de 2006. En 2006, les premiers ministres ont toutefois conclu que dans les rapports entre les provinces et Ottawa, c'était désormais «chacun pour soi».

M. Charest ne semble d'ailleurs plus attendre après le Conseil de la fédération pour régler le problème du sous-financement de l'éducation postsecondaire. Hier, il a lancé ses propres messages directement au fédéral. Le seul passage en anglais de son allocution portait d'ailleurs sur le financement postsecondaire et s'adressait directement au gouvernement fédéral. Plus tard en conférence de presse, il a eu ces mots: «Le règlement du déséquilibre fiscal, ça passe par le postsecondaire. Il y a une belle occasion pour le fédéral là-dessus. Avec une pierre, il frappe sur deux cibles en même temps.»

## Réserves

Ayant réclamé cette semaine que le gouvernement ne se cache pas derrière l'échec du Conseil de la fédération ou la lenteur d'Ottawa pour «se soustraire à son obligation de financer nos universités et nos cégeps», le critique péquiste en matière d'éducation, Camil Bouchard, ne pouvait que se réjouir de l'annonce faite, hier. «Cela prouve que j'ai de l'influence sur ce gouvernement», a-t-il plaisanté. Reste que, selon lui, il était temps que le Parti libéral commence à respecter la promesse qu'il a faite en 2003 de réinvestir 240 millions de \$ dans les universités. «Et permettez-moi d'être méfiant à leur égard. Ils ont montré dans les der-

nières années leur propension à ne pas respecter leurs promesses», a dit M. Bouchard.

La FEUQ et la FECQ ont aussi accueilli la nouvelle «avec réserve», hier: «On n'a pas d'échéancier clair pour le moment», a dit son président de la FEUQ, Philippe-Olivier Giroux.

Pressé de questions, M. Charest n'a par ailleurs pas profité de l'occasion pour revoir l'engagement pris par son parti de maintenir le gel des droits de scolarité, vu par de nombreux experts et la CJ du PLQ comme une cause directe du sous-financement du secteur postsecondaire. Le premier ministre a rappelé qu'un rapport sur la question était attendu le printemps prochain. Tout le monde s'entend pour dire qu'il faut «pousser plus loin la réflexion», a-t-il indiqué.

## La santé

En matinée, les quelque 500 militants de la CJ réunis en congrès avaient d'abord adopté une série de résolutions. Les jeunes exhortent le gouvernement à limiter l'augmentation du budget du ministère de la Santé à celui de la croissance économique. Ils craignent que la santé n'en vienne à gruger les sommes dévolues aux autres missions de l'État. «Est-ce qu'à notre retraite le budget santé va atteindre 80 %?», s'est inquiété le président de la commission-jeunesse, Simon Bégin, qui quitte ses fonctions après deux ans et demi à la direction de l'alle jeunesse du PLQ.

Par ailleurs, les jeunes libéraux souhaitent une politique d'égalité des sexes «qui reconnaît les problèmes que vivent les hommes présentement» et demandent au gouvernement d'augmenter le financement des organismes offrant une aide «aux hommes spécifiquement».

## Le Devoir

Avec Jocelyne Richer de la Presse canadienne

## O'NEILL

SUITE DE LA PAGE 1

Plusieurs personnes avaient par la suite fait parvenir des exemplaires au directeur du Devoir d'alors, Gérard Fillion, en guerre contre le régime Duplessis. «J'ai appelé Fillion et lui ai dit que je savais qu'il avait le texte. «Publiez-le, mais s'il vous plaît, enlevez les noms», se rappelle-t-il.

Fillion ne rate pas une si belle occasion d'en appeler à un «réveil de la conscience publique» et signe un éditorial «écrit à la hache» (dixit O'Neill) qui va plus loin que les deux théologiens puisqu'il nomme explicitement le «cheuf»: «Qu'est-ce que ce serait après tout, pour une compagnie comme l'Iron Ore, écrit Fillion dès le 8 août, de verser cinq millions à la caisse électorale de M. Duplessis, si elle a la garantie que, pour tant d'années à venir, elle ne paiera en royauté qu'un cent la tonne de minerai? L'opération serait avantageuse et je ne serais pas surpris qu'elle s'y soit laissé tenter.» Le directeur du Devoir retapera sur le clou à plusieurs reprises les jours suivants. Ses langues se délient alors, les confessions se multiplient: «On a découvert par la suite que la situation était encore pire que celle qu'on avait dénoncée», se souvient Louis O'Neill. En dehors du Québec aussi la polémique attire l'attention: le Globe and Mail, le New York Times et le magazine Time, Le Monde et le Manchester Guardian, entre autres, parlent de l'affaire (comme le note le politologue Roch Denis dans un ouvrage).

## Révolution tranquille

Selon O'Neill, l'événement révèle des facettes oubliées, voire négligées, de la grande noirceur — un terme qu'il trouve excessif —, par exemple que le totalitarisme ne régnait pas alors au Québec, contrairement à ce que tend à faire croire le tableau qu'on en brosse de nos jours. «Comme disait Fillion, «Duplessis faisait peur aux peureux», rappelle O'Neill. C'était un autocrate, indéniablement, mais un dictateur? O'Neill, pour répondre, cite encore Fillion: «S'il l'avait été, nous aurions été plusieurs à goûter à la prison et à l'exil.» Ainsi, pendant la polémique, le «cheuf» se fait plutôt discret et comme souvent se défend avec un humour douteux: «On lui avait demandé un jour: «Est-ce que vous avez lu le texte publié par deux théologiens avvertis? Il avait répondu: «Avertis par qui? On n'a jamais vraiment su ce qu'il en avait lu ou pensé.»

L'Église, elle, réagit, mais timidement. O'Neill fut convoqué par son supérieur, monseigneur Alphonse-Marie Parent. L'ecclésiastique se montre plutôt aimable et mal à l'aise: il demande au jeune abbé d'abandonner sa fonction d'aumônier auprès des étudiants du Séminaire de Québec, de ne pas publier d'article pendant un an et d'aller s'entretenir avec le cardinal Maurice Roy. Ce dernier, évasif, lui fait quelques commentaires sibyllins sur la prudence. «C'était son genre: tu devais comprendre tout seul le reste», s'amuse O'Neill.

Au fond, cette affaire montre que la Révolution tranquille n'a pas donné lieu, comme on le laisse entendre dans certains milieux, à une bataille rangée entre, d'un côté, les laïcs réformistes et, de l'autre, les religieux. «Sachez qu'on avait eu l'imprimatur — donc la permission de publier — de monseigneur Lemieux!», rappelle O'Neill. C'est au sein même du clergé, dans les rangs de l'Église, que s'est ouverte la brèche par laquelle la modernisation du Québec allait s'accélérer. Quelques années plus tôt, la grève de l'amianté de 1949 avait déjà montré la cassure entre catholiques de gauche et de droite. D'ailleurs, dans leur texte, les abbés faisaient remarquer que «traiter convenablement de la signification profonde du dernier scrutin exigeait un volume aussi considérable que l'étude de la grève de l'amianté».

Les abbés réalisèrent leur projet. Quelque six semaines avant le scrutin de 1960, ils publient Les chrétiens et les élections aux éditions de l'Homme, une plaquette qui atteint très vite des ventes records: plus de 100 000 exemplaires. C'est un des premiers succès de librairie de la Révolution tranquille: «Peu après, on a été dépassé par Les insolences du frère Untel», dont l'auteur, Jean-Paul Desbines, disparu cet été, était un grand ami de Louis O'Neill.

Présenté lors de l'entrevue, Michèle Castonguay — épouse de Louis O'Neill, qui a quitté la prêtrise en 1973 — nous tend trois gros albums-souvenirs bleus remplis d'articles de cette époque: «C'est très précieux, faites-y très attention.» L'archive est riche en effet, et contient aussi quelques... perles. Notamment de l'historien Robert Rumilly, hagiographe de Duplessis, qui, dans Les Nouvelles illustrées du 14 mai 1960, accuse Dion et O'Neill de «nuire à l'Église»: «C'est sans aucun plaisir que je défends mes idées, nos idées, contre des prêtres. [...] le spectacle est peu édifiant. Mais à qui la faute? Qui sont les provocateurs, les brandons de discorde?», écrit Rumilly avant de réclamer «les gestes d'autorité devenus indispensables pour arrêter ce désordre».

En 1976, Louis O'Neill deviendra député de Chau-

veau et ministre de la Culture dans le cabinet de René Lévesque, pour lequel il a une grande admiration, mais avec qui il n'a pas eu de bons rapports. En 1981, d'ailleurs, il ne se représentera pas et retournera à l'enseignement de la théologie à l'Université Laval, dont il est aujourd'hui retraité et professeur émérite. L'ancien ministre se dit très fier d'avoir fait partie «du gouvernement qui, par la loi sur le financement des partis politiques, a contribué à assainir les mœurs politiques au Québec». Ainsi, il se dit «profondément déçu» par les révélations du récent rapport du juge Moisan, qui a révélé que des employés du PQ, en 1998, incitaient des entreprises à contourner la fameuse loi électorale. Il a trouvé bien «faible» la réponse donnée par le chef André Boisclair au rapport en question et se demande si aujourd'hui «ceux qui incarnent la pensée des souverainistes ont les mêmes racines intellectuelles et philosophiques que nous-autes. Un Camille Laurin ne se serait jamais accepté une affaire de même! Qui réagit, d'ailleurs? C'est Robert Burns, Louis Bernard, André Larocque». Malgré tout, il dit rester fidèle au PQ en soulignant qu'«aucun contrat ne semble avoir été accordé à ceux qui ont enfreint la loi. Il ne semble pas y avoir eu de retour d'ascenseur».

L'ancien ministre ne comprend pas non du reste la logique de ceux — tels le juge Moisan et Pierre-F. Côté — qui réclament instamment des modifications à la loi électorale pour que soient autorisées les contributions des entreprises. «Est-ce que chaque fois qu'une loi est enfreinte, il faut la changer? Après tout, ajoute-t-il, est-ce que le fédéral ne vient pas d'adopter «des principes de financement des partis analogues à ceux de la loi du Québec?», fait remarquer O'Neill en soulignant que c'est l'absence de ces principes qui a sans doute permis le scandale des commandites.

Enfin, en repensant au 7 août 1956 et à ses suites, Louis O'Neill n'a peut-être qu'un seul regret: avoir laissé entendre que les Québécois étaient génétiquement déterminés à être de moins bons démocrates que les autres, une idée qui a resurgi pendant le scandale des commandites. «J'ai moi-même, dans les propos tenus à l'époque, contribué à confirmer ce préjugé fort répandu», écrit-il dans ces mémoires. Depuis lors, il dit avoir pris conscience du fait que, dans le passé, des éléments de tous les pays ont contourné les règles démocratiques, mais aussi qu'avec de bonnes lois et une culture d'intégrité on peut combattre et limiter ce phénomène.

## Le Devoir

M. O'Neill a un site Internet où il publie des textes: www.louis-oneill.com

## LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Le Devoir peut, à l'occasion, fournir la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en avvertir votre service à la clientèle.

## Comment nous joindre ?

## La rédaction

Au téléphone 514-985-3333  
Par télécopieur 514-985-3360  
Par courrier redaction@ledevoir.com

## La publicité

Au téléphone 514-985-3399  
Par télécopieur 514-985-3390  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

## Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344  
Par télécopieur 514-985-3340  
Par courrier avisdev@ledevoir.com

## Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322  
Par télécopieur 514-985-3340

## Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur 514-985-5967  
Par courrier abonnements@ledevoir.com  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

## L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346  
Par télécopieur 514-985-3390